

Fünftes Buch.

Exstrum der Congressse.

Schriften-Sammlung

1818—1822.





Austrum der Congressse.

Das Jahr 1818.

Badecur in Carlsbad.

Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 8. Jull
bis 26. August 1818.

250. Ankunft in Carlsbad. — 251. Beginn der Badecur. — 252. Tagesordnung. — 253. Madame Catalani. — Balabrègue über Goethe. — 254. Aus Königswart. — Straßenbau. — Abt von Seyl. — 255. Besorgnisse für Metternich's Vater. — 256. Tod desselben. — 257. Abreise von Königswart.

250—254.

Metternich an seine Gemalin.

Carlsbad, ce 8 Juillet 1818.

250. Me voici arrivé, ma bonne amie, dans ce lieu de charmes et de délices. Il méritera ce nom de ma part, le jour où je me verrai entièrement rétabli. J'ai été un train d'enfer de Vienne ici; je n'ai mis que quarante heures de course; on n'en ferait pas plus en Angleterre et en Italie. Je suis parti hier à cinq heures du matin de Collin; j'ai passé trois heures à Prague, et je suis entré dans Carlsbad à minuit précis. La ville est encombrée d'étrangers.

— Ce 11. Juillet.

251. Je suis toujours à attendre Staudenheim*), et le fait est naturel, car ce n'est qu'aujourd'hui qu'il peut arriver, s'il

*) Dr. Staudenheim war Leibarzt des Fürsten Metternich.

est parti de Vienne mercredi. Je ne me fie pas trop à son talent de courrier; je n'ai jamais vu un petit homme comme lui courir vite en poste, et je lui accorde quatre-vingts heures pour faire le même chemin que j'ai parcouru en quarante heures. S'il n'arrive pas dans la journée, je commencerai demain à boire le Neubrunn. C'est la fontaine la plus connue et la plus sûre, quoique la moins héroïque. Je passerai après cela partout où voudra me conduire Staudenheim; vous savez que je suis aveuglément la direction de mon médecin. Je commencerai, au reste, ma cure sous de très-bons auspices. Ma santé s'est bien trouvée du voyage, et sans un maudit lumbago que j'ai attrapé hier en me baissant pour me laver la figure, je serais très-bien. J'ai à peine pu marcher dix pas hier dans la journée. Aujourd'hui je vais mieux, quoique encore très-souffrant. Je ne sais pourquoi j'ai le talent de me faire ce mal à tout propos.

J'ai réglé d'avance mon train de vie sur les usages du lieu. Je suis tous les jours couché à dix heures et demie, et je me lève à six. Tout le monde est aux fontaines à six heures et demie; on déjeune à dix; on dîne à trois, et on ne soupe pas.

— Ce 13 Juillet.

252. Je voudrais que Baden eût la situation de Carlsbad, qui est véritablement charmante. Je n'avais jamais fait un assez long séjour ici pour en connaître tous les détails; les routes sont toutes belles; on en a fait depuis douze ans de tous côtés. On va maintenant à Eger en trois heures, et par conséquent à Königswart*) en six. Nous avons le plus beau temps; il fait chaud, et vous savez combien je suis sensible à ce mérite de la saison. Mon train de vie est absolument réglé. Dès six heures du matin on court comme des fous avec sept ou huit cents personnes jusqu'à huit. On se réunit à neuf heures pour déjeuner, et ce moment est très-joli; tous

*) Fideicommissherrschaft des Fürsten Metternich.

les ménages sont établis devant leurs maisons, et ceux qui se conviennent se réunissent; c'est ainsi que je fais porter mon déjeuner à la porte de la maison qu'habite Schwarzenberg, car elle est mieux située que la mienne; on recommence à courir après le déjeuner jusqu'à midi. Je dîne alternativement ou chez moi, ou chez Charles ou Joseph Schwarzenberg. Nous faisons ensemble tous les jours, à cinq heures, une course de deux ou trois lieues. Je vais à la salle à huit heures, ou bien je fais une partie de whist chez moi, et tout Carlsbad est couché à dix heures. -Ce train de vie vous conviendrait beaucoup.

— Ce 30 Juillet.

253. Madame Catalani est arrivée ici hier, où elle était attendue avec impatience. Elle donnera un concert le 1^{er}; je ne partirai donc d'ici que le 2 au matin, car c'est demain que je finirai mes eaux. Staudenheim, qui ne plaisante jamais, me défend de les boire le 1^{er}, car il dit qu'elles m'ont fait assez de bien, et le trop serait du luxe. En revanche, il veut que Madame Catalani les prenne avec beaucoup d'assiduité pendant trente jours, car elle lui paraît un sujet classique pour Carlsbad. Pour le concert d'après-demain, l'orchestre sera composé de la manière suivante. Chef d'orchestre: un ancien maître de chapelle, qui depuis trois ans n'est point encore parvenu à guérir sa maladie de foie; clavecin: le Prince de Biron, qui ment toujours, excepté quand il dit qu'il joue bien de cet instrument; premier violon: un colonel saxon; second violon: un capitaine prussien; violoncelle: le général prussien Comte de Hacke. Nous sommes encore à la recherche des autres instruments; les joueurs de trompette seuls sont arrêtés; ce sont les gardiens de la grande cour qui annoncent l'arrivée des étrangers à son de trompe. Si ce concert-là fait furore, il aura du bonheur!

A la première répétition du concert qui a eu lieu chez moi, arrive Goethe. Je le présente à Madame Catalani, et lui dis que c'est un homme dont l'Allemagne s'honore Vala-

brègue *) me demande: Qui est Goethe? Je lui dis qu'il est l'auteur de Werther. Le malheureux ne l'a pas oublié; ne voilà-t-il pas qu'il va à lui quelques jours après et lui dit: „Mon cher Goethe! combien il est dommage que vous ne puissiez voir jouer Potier dans le rôle de Werther; cela vous eût fait pouffer de rire!”

Königswart, ce 3 Août.

254. Je suis ici depuis hier, et j'y resterai jusqu'au 5. Franzensbrunn est, au reste, tellement près, que je compte revenir ici plusieurs fois, et veiller à ce que l'on tire parti du nouvel établissement de Marienbad, qui est une véritable trouvaille pour cette terre-ci. J'ai fait faire depuis trois ans plus de quatre mille toises de chaussée. On a l'avantage d'aller maintenant depuis Eger jusqu'à l'embranchement de la route qui conduit, de celle de Sandau à Altwasser, au château, sur l'une des plus belles chaussées que l'on puisse voir. Je vais y faire planter des allées. Les paysans, qui anciennement coupaient tous les arbres, commencent à les conserver. Il s'agit maintenant de faire l'embranchement de Grossichdichfür à Marienbad, et cette route devient dispendieuse, à cause d'une forte hauteur dans le Walderl qu'il s'agit de tourner. Je la ferai cependant finir en moins d'une année. L'abbé de Tepl, qui vient dîner aujourd'hui chez moi, devra y contribuer. Cet abbé a une peur terrible de moi; je ne sais comment le sot bruit s'est répandu dans toute la contrée que l'abbaye va être sécularisée, et que l'Empereur veut m'en faire cadeau. J'ai beau le contredire, le noble couvent n'en tremble pas moins, et je puis obtenir de lui tout ce qui est juste et raisonnable, vu la crainte dans laquelle il est que l'Empereur pourrait être injuste et moi déraisonnable. La terre de Königswart gagne, dans tous les cas, beaucoup par le voisinage de ces nouvelles eaux.

*) Der Gemal der Catalani.

255—256.

Eternel an seine Mutter.

Franzensbad, ce 13 Août.

255. C'est le cœur navré, ma bonne maman, que je vous écris dans l'un des moments les plus pénibles de ma vie et de la vôtre. Une lettre que j'ai reçue aujourd'hui de ma femme ne me permet guère d'espérer sur le compte de la santé de mon père. Tout me prouve qu'il se meurt de la mort que la nature a réservée à l'âge le plus avancé, mort douce, et qui n'est accompagnée d'aucune des souffrances qui accompagnent les maladies aiguës. Si je ne suivais que mon sentiment, je partirais sur-le-champ pour Vienne; mais tous les calculs possibles s'opposent à ce fait. Staudenheim ne veut absolument pas que j'interrompe la cure commencée, et qui me promet les résultats les plus satisfaisants. Il prétend que les eaux d'ici n'auraient fait que me remuer, et que j'en éprouverais, en les interrompant, tous les inconvénients qu'il s'agit d'éviter. Et trouverais-je encore mon père, même si je partais sur l'heure? Tout est combiné pour mon voyage et mon arrivée sur le Rhin avant la fin du mois; j'y trouve tous les hommes que je dois entretenir avant la réunion à Aix-la-Chapelle, et le retard qu'éprouve cette réunion, loin de m'offrir sous ce rapport un inconvénient, n'est qu'un avantage peut-être incalculable dans ses résultats. Rendrai-je, en dernière analyse, un devoir qui tournerait au profit de mon pauvre père? Mon arrivée subite n'aura-t-elle pas sur lui une influence plus funeste que profitable? C'est surtout cette considération qui a le plus de valeur à mes yeux; elle n'empêche pas que le funeste événement qui nous attend n'ait pu tomber dans un moment plus pénible pour moi! Si mon père devait vivre, et s'il devait témoigner le désir de me voir, ne fût-ce que pour un moment, je passerais par-dessus toutes les considérations, et je vous arriverais. Un moment de satisfaction dans ce monde n'empiète pas sur le bonheur éternel qui l'attend!

Vous voyez, ma bonne maman, que c'est à vous de me guider et d'ordonner ce que je dois faire. Il est des moments

dans lesquels il est à peu près impossible de savoir se conduire soi-même.

Si le malheur arrive, adressez-vous en tout et pour tout à Bartenstein, qui a des ordres et les instructions éventuelles les plus étendues que j'aie pu lui donner. Mon frère m'a écrit, et je vous prie de l'en remercier, pour m'assurer qu'il fera de son côté tout ce qui dépendra de lui. Je crois avoir pensé à tout dans ma dernière lettre à Bartenstein.

Je vous conseille beaucoup d'aller vous réunir à ma famille à Baden. Vous y serez mieux qu'à Salzbourg; vous éviterez la peine d'un grand voyage, et vous y serez plus chez vous.

. . . . Ménagez-vous, au reste, ma bonne maman, et dites-vous que si vous ne pouvez rien faire pour sa conservation, vous nous devez la vôtre.

Mon pauvre père emportera du moins de ce monde la consolation que je ne lui ai pas donné un moment de chagrin, et ce sentiment est resté le plus doux de ma vie. Il ne peut pas me refuser sa bénédiction, et je saurai la mériter!

Adieu, ma bonne chère maman. Je vous embrasse et vous supplie de moins penser à vous qu'à nous tous.

Franzensbrunn, ce 14 Août.

256. Vous m'avez vu hier, ma bonne maman, dans toutes les inquiétudes d'une pénible incertitude; aujourd'hui que j'ai reçu la nouvelle de la perte que nous avons faite, je vous répète ce que je vous disais hier. Quelque prévu que puisse avoir été le coup, il n'en est pas moins affreux. Le courrier est arrivé ici hier, au moment où je venais de me coucher. Ce qui me console dans mon absence, c'est que mon pauvre père n'a plus eu la faculté de s'occuper de rien. Il est mort en n'apercevant pas la pente qui l'a conduit au tombeau, et il n'en a pas senti l'horreur; mort heureuse, et qui n'est pas réservée à tout le monde!

... J'ai ordonné ici tout ce qu'il faut pour déposer les restes de mon père, jusqu'à ce que je lui aie fait arranger un lieu de repos plus convenable que ne l'est le tombeau qui existe dans la paroisse de Königswart. Je compte faire construire un lieu de sépulture qui nous renfermera un jour tous. Quand on ne devrait point être séparé dans ce monde, il faut au moins ne plus isoler les dépouilles les unes des autres. J'ai ordonné que l'on tienne des obsèques dans toutes les paroisses, tant ici qu'à Ochsenhausen et en Moravie. Si mon père avait besoin de prières pour trouver sa place dans l'autre monde, les vœux des siens ne lui manqueront pas*).

Adieu, ma bonne maman; que Dieu vous conserve longtemps, et faites-vous un douloureux devoir d'une raison qui ne doit jamais nous abandonner, même dans les moments les plus difficiles. Je charge tous les miens, qui ne sont pas moins les vôtres, des devoirs que je désirerais remplir moi-même.

Netternich an seine Gemalin.

Königswart, ce 26 Août.

257. Je vous écris, ma bonne chère Laure, peu d'heures avant mon départ. J'en éprouve un véritable regret. Tout ce qui m'éloigne de vous m'est pénible, et je sens tous les jours davantage la privation de ma bonne petite famille; je voudrais toujours vous avoir avec moi, ou ne pas quitter Vienne. Peu de vies fatiguent autant que celle qui s'écoule sur les grands chemins et au milieu d'affaires importantes et compromettantes. Anciennement, on faisait ces affaires dans une situation tranquille; combien ma carrière présente de difficultés et de côtés différents de celle de tous les ministres passés, et peut-être même des ministres à venir!

Je serai le 29 à Francfort. J'y passerai deux jours bien occupés. J'aurai la Diète entière sur les bras; je sais déjà que la plupart des ministres y tremblent de mon apparition;

*) Siehe über den gleichen Gegenstand Nr. 283.

sur mes quarante-huit heures, j'en prendrai pour le moins douze à quinze pour faire la leçon aux bien intentionnés et pour faire justice de ceux qui ne le sont pas. Mes deux jours à Francfort en vaudront, au reste, pour le moins une centaine, au point de vue des affaires.

Le 1^{er}, j'irai voir le Duc de Nassau chez lui, et de là au Johannisberg. Le Duc a eu pour moi plusieurs attentions, qui méritent pour le moins ma visite. On m'écrit de Francfort qu'il fait travailler des centaines d'ouvriers pour faire établir une chaussée jusqu'au château, du point où l'on quittait jusqu'à présent la grande route. Les moines de Fulda avaient eu soin de laisser la route impraticable, de peur d'attirer trop de convives. Mes caves étant vides, je ne cours pas le même risque, et j'aime mieux quelques toises de bon chemin que quelques bouteilles de vin. Il a ordonné, de plus, que ses chasseurs me fournissent tout le gibier, et ses jardiniers tous les fruits de ses forêts et jardins. Comme je n'y resterai vraisemblablement que peu de temps, je ne ferai point de dégâts ni dans les unes ni dans les autres.

On me mande également que depuis que les habitants des bords du Rhin ont appris que l'Empereur descendra le fleuve, ils font des apprêts immenses le long de son cours. C'est sans contredit le point de l'Europe où l'Empereur est le plus aimé, plus même que dans nos propres pays. Le coup d'œil sera une chose admirable. L'Empereur descendra avec une véritable flottille. Il n'y a plus ni un yacht ni un bateau à louer; tous sont arrêtés par les riverains, et la population entière sera sur les bords. J'ai prévu la chose, et je tiens à ce qu'elle réussisse; ces démonstrations prouvent, plus que les feuilles de Iéna, quelle est l'opinion du peuple. Nous aurons un bel article pour le „Beobachter“.

Je voudrais que vous fussiez tous avec moi, mes bons amis.

Reise an den Rhein.

Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 31. August bis 24. September 1818.

258. Ankunft in Frankfurt. — Unwohlsein. — 259. Metternich's Erscheinen am Bundestage. — 260. Erfolge daselbst. — Staudenheim über den Erbprinzen von Hessen-Homburg. — 261. Erster Besuch auf Johannisberg. — 262. Beschreibung der Vaterstadt Coblenz. — 263. Gäste auf Johannisberg. — Project der Errichtung eines National=Monuments daselbst. — Die „Volks-sagen“. — Die Brömser von Rüdesheim. — Ernennung zum Herzog von Portofa. — 264. Aus Mainz. — Ankunft des Kaisers Franz daselbst. — 265. Aus Bingen. — Herrliche Rheinfahrt. — Günstige Stimmung für Kaiser Franz. — Diner für den Kaiser auf Johannisberg.

258—261.

Metternich an seine Gemalin.

Francfort, ce 31 Août 1818.

258. Je suis arrivé ici heureusement, ma chère amie, avant-hier au soir. Je suis descendu comme à l'ordinaire à la maison Mühlens, où je suis logé comme je voudrais l'être toute ma vie. On ne conçoit pas comment un ancien petit commis de marchand épicier a eu le goût de faire bâtir et meubler un hôtel comme celui-ci, ni comment un avare a pu dépenser six cent mille florins pour être bien logé.

J'ai passé hier la plus agréable matinée du monde. Depuis dix heures jusqu'à quatre, j'ai reçu toute la Confédération, députations du Magistrat, Corps diplomatique, etc., etc. Pour surcroît d'agrément, j'avais pris en route, par un froid intense et une humidité infernale, l'un de mes bons rhumes de cerveau, et comme la Diète in corpore n'est pas faite pour rien guérir, j'ai été obligé hier soir de me coucher pour rétablir ma transpiration. Staudenheim, qui ne plaisante jamais, m'a déclaré ce matin qu'il lui serait agréable que je restasse couché la journée, et moi, bénin malade, je m'y suis soumis.

Je resterai ici demain et après-demain, et j'irai au Johannisberg le 3. On ne se fait pas une idée de la différence du climat de ces pays-ci avec le nôtre. J'ai manqué mourir de froid en Bohême, et ici nous n'avons pas eu une seule journée fraîche. Il a plu pendant huit jours, et il a fait constamment chaud; aussi le vin va-t-il à merveille. On me fait des offres folles

pour les vendanges du Johannisberg, mais je les refuse toutes. Il y en a eu une de cinquante mille florins payables sur-le-champ, le vin devant rester déposé et scellé pendant six ans au Johannisberg, puis vendu à notre profit commun, c'est-à-dire que je partagerai la moitié du bénéfice au delà des cinquante mille florins. Mais je ne veux pas de partage, et je tiens, en plus, à bien établir la réputation de la cavé.

— Ce 4 Septembre.

259. ... On ne se fait pas une idée de l'effet qu'a produit mon apparition à la Diète. Ce qui peut-être ne se serait jamais terminé, s'est conclu en trois ou quatre jours. J'ai tous les jours davantage la conviction qu'on ne fait de grandes affaires que par soi-même. Tout ce qui est en seconde ligne se tourmente, se tue, et n'avance pas. Je suis devenu une espèce de puissance morale en Allemagne, et peut-être même en Europe, puissance qui laisserait sentir du vide le jour où elle disparaîtrait, et pourtant elle disparaîtra, comme tout ce qui tient à la débile et pauvre nature humaine. J'espère que le Ciel m'accordera le temps nécessaire pour faire encore quelque bien; c'est mon vœu le plus cher.

— Ce 11 Septembre.

260. Enfin, ma bonne amie, je suis en train de partir. Je coucherai demain au Johannisberg, pour me remettre en route le lendemain matin. Je dînerai à Coblentz et y passerai le 14 et le 15. Le 16, je serai de retour au Johannisberg, et j'y resterai jusqu'au 22.

Je me fais un véritable plaisir de ces différentes courses; je vais me retrouver aux lieux de ma jeunesse, et je crois que je les trouverai changés, comme on m'y trouvera changé moi-même. Les murs y restent intacts; les hommes ont plus ou moins tous disparu. Je suis convaincu que je ne trouverai pas à Coblentz cinq personnes de connaissance; je vous donnerai des détails qui ne sauraient vous intéresser, mais qui seront pour ma mère. J'irai visiter tous les lieux qu'elle connaît et où

elle a passé les plus belles années de sa vie. Elle y a été jolie et aimée, et il ne faut guère plus pour que les lieux plaisent et que leur souvenir reste cher. Voilà le bon côté des femmes. Nous autres hommes, nous avons besoin de plus d'ingrédients pour emporter d'agréables souvenirs de nos séjours. Je ne compte les miens que par des affaires, des négociations et des traités; heureux si les derniers ne me cassent pas le cou!

Mon séjour ici a été couronné du plus grand succès. Je suis venu à Francfort comme le Messie pour délivrer les pécheurs. La Diète a pris un aspect nouveau, depuis que je me suis mêlé de ses affaires; tout ce qui avait l'air de ne pas pouvoir se faire est fini. Je ne crois pas que jamais douze jours aient porté plus de fruit dans un moment aussi important. Tout ce que des intrigants visaient à porter à Aix-la-Chapelle pour y enchevêtrer la marche des affaires, n'est plus de leur domaine. J'ai, en un mot, la conviction d'avoir mérité mieux de la cause du bien dans cette occasion, qui a l'air de ne point offrir d'immenses avantages, qu'en vingt autres occasions plus brillantes. Celle-ci ne sera cependant pas moins utile.

Je verrai demain pour la première fois le Johannisberg, et il est impossible qu'il ne soit pas beau sous tous les rapports, car tous ceux qui en reviennent en raffolent. Je l'ai toisé vingt fois de bas en haut; je vais changer de rôle, et j'espère que je n'y perdrai rien. Je pense souvent à mon pauvre père; la jouissance qu'il aurait eue à ma place eût été mille fois plus forte; il aurait mieux valu, sous ce rapport, qu'il en eût été le propriétaire. Il n'a pas non plus eu le bonheur de me voir faire une belle motion pour les médiatisés, qui va paraître tout à l'heure. Je la lui avais promise pour mon séjour à Francfort; je crois remplir un devoir envers lui en lui tenant parole, et je vous jure que je trouve plus de motifs de satisfaction dans ce sentiment que dans le fond même de la question. Quelle bonne heure il eût passée à ma place ce matin! Il m'enverra peut-être de l'autre monde, — si le sentiment de l'envie va jusque-là, — celle que j'ai eu le malheur de passer avec

un infernal M. de Schmitz, homme d'affaires de la maison de Linange, et de tous les médiatisés qu'il a adorés sur terre. J'ignore si, à l'âge de soixante-dix ans, j'aimerai les ennuyeux et les pédants; je n'en suis pas là, à l'heure qu'il est.

J'ai assisté hier à une conférence que Staudenheim a eue avec le Prince héréditaire de Hesse-Hombourg. Ce dernier l'a consulté sur un mal que Staudenheim a fini par déclarer une goutte volante, mais qui prend chez lui la tournure de toute chose, c'est-à-dire qu'elle ressemble à de la folie. J'ai regretté de ne pas avoir eu à ma disposition un sténographe; il m'eût fourni un excellent chapitre pour un roman comique. Le point sur lequel la négociation a manqué se rompre entre le médecin et le malade est celui du déjeuner de ce dernier. Le Prince n'a pas voulu se dessaisir d'une demi-aune de cervelas, avec laquelle il a l'habitude de commencer son travail du jour. Staudenheim est entré en fureur, le Prince s'est mis à jurer, et ils avaient l'air de tenir le cervelas par les deux bouts et de lutter à qui l'arracherait à son adversaire. Staudenheim a fini par emporter le cervelas, et la cure va commencer sous les auspices de la Princesse Élisabeth d'Angleterre.

Johannisberg, ce 12 Septembre.

261. Je suis ici, ma chère Laure, depuis cinq heures du soir. Je suis arrivé assez à temps pour voir encore, du haut de mon balcon, vingt lieues du cours du Rhin, huit ou dix villes, une centaine de villages, et des vignobles qui donneront cette année pour vingt millions de vin, coupés par des prairies et des champs qui valent des jardins, de beaux bois de chênes, et une plaine immense couverte d'arbres qui ploient sous le poids d'excellents fruits. Voilà pour le dehors. Quant au dedans, j'ai trouvé une grande et excellente habitation, de laquelle on peut faire un beau château; mais nous sommes encore loin de l'avoir tel. J'ai dépensé à peu près dix mille florins, dans les deux derniers mois, pour y mettre ce qu'il faut pour y être logé passablement. Mon ami Handel

s'est chargé du choix des papiers et des meubles. Ce qu'il a mis de papiers sur les murs est inconcevable; il est inconcevable surtout qu'il ait pu trouver ce qu'il a choisi. Le mal se borne toutefois à trois chambres, car le reste des appartements est peint en une seule couleur.

J'ai d'abord parcouru tout le château, les écuries, les établissements pour le vin. Je n'ai pas visité les caves, parce qu'il n'y a pas de vins, et parce que je sors d'une fièvre rhumatismale. J'ai fait la connaissance du père Arndt, fameux administrateur du lieu et le premier des employés dans une administration de ce genre. Figurez-vous un vieil abbé d'une soixantaine d'années, vertueux par état, et, je crois, par conviction, qui même n'a pas le premier et le plus commun des défauts des vieux moines. Le brave homme a une telle horreur du vin que, depuis qu'il est au Johannisberg, il n'a pas bu une bouteille; il est en même temps le premier des connaisseurs du canton, mais il déguste par le nez. Il lui suffit de flairer un verre de vin pour décider de sa qualité, de son cru et de l'année; il va jusqu'à distinguer les mélanges, et l'exemple d'une erreur n'est pas connu. Le Ciel l'a fait pour ce métier-là, faute d'être né chien d'arrêt. Il compte sur quarante-six tonneaux cette année, pour le moins: quand il ajoute cette phrase, on sait dans le pays que quarante-six font cinquante-deux.

Je suis ici avec Floret, qui regrette seulement que l'année 1817 ait été mauvaise et qu'il ne se trouve pas un petit reste des années précédentes; Swoboda, qui ne croit pas que hors des frontières de notre belle Monarchie il puisse y avoir un canton passable, et M. de Handel, fier comme Artaban du choix qu'il a fait des meubles. Il m'a rendu singulièrement attentif à un Amour qui, malheureusement, est estropié des quatre pattes, et qui se fait distinguer au-dessus d'une porte par son air enflammé; il semble avoir bu tout ce que le père Arndt n'a pas bu. Handel se vante également du choix qu'il a fait d'une grande table ronde dont le dessus pèse cent

livres, et qui repose sur un pied de grue tellement mince, que Gentz n'entrera jamais dans la chambre où elle est placée, de crainte d'en être estropié.

Je compte me mettre en route demain, à dix heures du matin, pour arriver à Coblentz à six heures du soir.

Maternité an seine Mutter.

Coblentz, ce 15 Septembre.

262. Il faut, ma bonne maman, que je vous écrive d'ici, ne fût-ce que pour que vous ayez de votre fils une lettre écrite de ce lieu.

Je suis arrivé ici avant-hier soir, à la nuit tombante. Il serait difficile de rien imaginer de plus beau que le chemin qui conduit de Bingen ici. Je crois même qu'il est préférable à la descente sur le fleuve même; on le longe continuellement sur une route superbe et qui ne laissera rien à désirer dans deux ans d'ici, car les garde-fous que l'on y place ne sont pas de trop en maint endroit.

Les environs de Coblentz sont prodigieusement embellis, ne fût-ce que par les belles routes qui y aboutissent de tous côtés. On est étonné de se trouver dans les quinconces, devant le château, sans avoir éprouvé une secousse au bas de la Chartreuse et à travers les jardins où feu Kintelius père croyait exercer le jardinage. Les arbres que nous avons vu planter devant le château sont immenses; on s'y croirait au milieu d'une vaste forêt; c'est une triste chose que ce coup d'œil pour ceux qui les ont vus gros comme des bâtons. Le château lui-même offre l'aspect d'une maison délaissée; portes, fenêtres, tout y est brisé. Il sert aujourd'hui à quelques établissements militaires; le Roi veut le faire rétablir, mais sa destination n'est pas encore absolument décidée. La ville même en est là où nous l'avons laissée. L'intérieur de la ville ancienne vaut mieux, non que les maisons y aient changé, mais les rues sont mieux pavées, et les terribles enseignes qui obstruaient la vue ont fait place à des écriteaux à la parisienne. On voit en

général que la ville a passé des années sous la domination française; son influence est visible dans beaucoup de choses, notamment dans les boutiques. Il y a, entre autres, sur les places, des fontaines bien construites. Devant l'église de Saint-Castor on en trouve une avec l'inscription suivante: „Érigée par le préfet l'an 1812, mémorable par la campagne de Russie”; et au-dessous: „Vu et approuvé par nous, Commandant russe à Coblentz, le 1^{er} Janvier 1814.”

On fait des fortifications solides et belles sur les trois points qui dominent la ville; à Ehrenbreitstein, sur la montagne de Saint-Pierre (das ehemalige Brunnentübchen), et derrière la Chartreuse. Les environs de Coblentz comptent certes parmi les sites les plus remarquables du Rhin. Notre jardin près de la Moselle est un champ; j'ai été visiter la maison; l'entrée est comme elle aurait dû être de tout temps. Le manège, les remises, la vieille porte, les murs de séparation entre les deux cours, tout a disparu. Il y a un petit mur, avec deux portes à pilastres qui forment l'entrée de la cour, et une petite place publique a remplacé les maisons qui en obstruaient l'entrée. La maison est dans l'état le plus piteux et surtout le plus sale: on n'y découvre plus que les traces de ce qu'elle était. Le tribunal d'appel en occupe la majeure partie, et la petite maison est habitée par un général qui, je suppose, s'y trouve fort à l'étroit. J'ai parcouru le jardin; la partie anglaise est remplacée par une vingtaine de gros arbres plantés sans ordre, et qui se sont élevés à la place des anciennes broussailles; l'ermitage a disparu, le tertre sur lequel il se trouvait en marque encore la place. La prairie est conservée; le petit espalier s'est changé en grands arbres comme on en voit dans les champs; sur la terrasse, les tilleuls sont immenses et masquent en partie la vue. Les peintures à fresque ont seules résisté aux ravages du temps; le mur de l'écurie en est couvert, et elles m'ont frappé par leur horreur.

Il n'y a plus ici, en fait de connaissances, que le vieux Comte d'Eltz, qui se meurt (il a l'un des côtés de la figure

rongé par un cancer), et le Comte Remus, qui habite la maison de Burrenheim quelques mois de l'année. Les deux demoiselles, ses tantes, vivent et comptent se marier, si toutefois il se présente des épouseurs. Le reste de la noblesse a disparu, elle et sa petite fortune. Fidèles aux habitudes du pays, tous ces messieurs se sont ruinés, plus que la Révolution ne les a ruinés. Le Comte de Boos est le dernier qui vient d'y passer; il est à Sayn, où il se meurt des suites d'un séjour qu'il a fait à Paris, où il a détruit sa santé et perdu toute sa fortune au jeu. La maison Kerpen porte l'écriteau d'un marchand de draps; l'hôtel de Leyen, qui est en très-bon état, est occupé par le gouverneur militaire. La burg de Kesselstadt est transformée en fabrique de tôle; la maison de Bassenheim croulera un de ces jours sur la tête d'un général qui y loge. Le Laacher-Hof porte sous son ancien nom l'écriteau d'une auberge. Je loge à l'hôtel de Trèves, qui est l'une des plus mauvaises auberges d'Europe; la meilleure se trouve au Thal.

Le vieux château sous Ehrenbreitstein n'offre plus de traces; il est remplacé par une batterie de vingt-quatre pièces de canon.

Tel est l'aperçu de la ville, qui est bien à son ancienne place, sans que pour cela elle soit l'ancienne ville. Je n'ai pas rencontré, depuis que je suis ici, deux figures de connaissance. Il suffit d'être venu ici, comme moi, pour ne pas douter que vingt-cinq années suffisent pour englober une génération entière. Les rues sont remplies d'enfants des enfants de notre temps, et l'on me regarde comme un revenant d'un autre monde.

J'ai passé la matinée d'hier à recevoir les autorités civiles et militaires, et celles de la ville; j'ai fait mes courses avec le chancelier Hardenberg, que j'ai trouvé, à ma bien grande satisfaction, dans le meilleur état de santé possible; j'ai dîné chez le gouverneur. Aujourd'hui j'irai à Engers; je dînerai chez le ministre Ingersleben, je travaillerai, et demain je retournerai au Johannisberg. Voilà tout ce que j'ai à vous dire: je

suppose néanmoins, ma bonne maman, que vous liréz ma lettre avec l'intérêt que l'on voue constamment à d'anciens souvenirs.

263—265.

Metternich an seine Gemalin.

Johannisberg, ce 18 Septembre.

263. Je suis ici, non comme à la campagne, mais comme à un Congrès. J'y ai eu hier le chancelier Hardenberg, le Comte de Goltz et le général Wolzogen, le Comte de Buol, Steigentesch, Wessenberg, Caraman, Maccalon, les Comtes de Münster, Rechberg et Wintzingerode. J'ai avec moi Mercy, Spiegel, Langenau, Gentz. Le chancelier est reparti hier pour Kreutznach; Bethmann et une demi-douzaine de Francfortois arrivent aujourd'hui. Pour loger tout ce monde, j'ai arrêté deux maisons dans un grand endroit qui est au bas de la colline.

Quelle vue, quelle richesse de pays! Que de beautés innombrables pour tout homme qui ne connaît pas le Rheingau! Tous ceux qui arrivent restent ébahis sur le balcon du château, et cependant la vue n'est rien en comparaison de celle du salon qui fait le coin du côté de l'orient. Quand le temps est clair, vous suivez le cours du Rhin en ligne directe à plus de neuf lieues de long; quand il y a de la brume, le fleuve, qui est immense, touche l'horizon et présente l'aspect de la mer. Il est continuellement couvert de vaisseaux à deux mâts, naviguant à pleines voiles, et ses bords sont comme ceux d'un ruisseau; l'herbe plonge dans l'onde. Je fais lever dans ce moment les plans du château et des alentours; j'ai appelé un excellent architecte de Francfort pour qu'il règle le plan d'après mon indication; il faut quelques très-légers changements dans la distribution, pour faire du château une habitation très-commode et pouvoir y loger avec une famille nombreuse et une douzaine d'étrangers. Il y a près du château une place qui est cultivée en jardin à l'anglaise et qui ne se prête qu'à cela; il s'y trouve, en face du Rhin, un tertre sur lequel je compte faire ériger un monument, probablement un obélisque, en souvenir des événements de 1813 et 1814. J'élèverai ainsi sur la terre

la plus classique de l'Allemagne, et à peu de frais, un monument vraiment national. Les pierres de taille ne coûtent rien, et il ne faut que des blocs pour faire une belle chose, qui avant tout doit être simple. M. de Handel a l'ordre de vous envoyer un ouvrage qui renferme une très-bonne description du cours du Rhin; je le destine à Marie, pour qu'elle sache ce qu'elle verra; veuillez le lui envoyer, mais lire les chapitres depuis Mayence jusqu'à Coblentz, et surtout celui qui termine le livre, et qui porte le titre de *Volkssagen*. Vous y lirez les plus charmants récits historiques que vous rappelle dans ce voyage chaque pas que vous faites. Il n'est pas un site pittoresque qui ne renferme une ruine, et chaque ruine a son histoire; chaque conte est plein de sentiments galants et chevaleresques; les sujets pourraient inspirer les plus jolis tableaux du monde dont on se servirait pour orner une belle édition de cet ouvrage. Lisez surtout l'histoire de l'Empereur Frédéric, d'Adolphseck et du Ritter Brömjer von Rüdeshheim. Cette famille s'est éteinte dans la nôtre, nous en avons été les héritiers; le lieu de la scène nous a appartenu, et j'ai été obligé de le vendre pour satisfaire quelques usuriers. La ruine, la plus belle des bords du Rhin, a été achetée par le Comte d'Ingelheim, qui s'occupe de la transformer en habitation et dans le meilleur goût possible. Il ménage tout l'extérieur et fait creuser, dans des murs épais de vingt-cinq à trente pieds, des appartements commodes et conformes au style qui leur convient. Ce vieux château ne peut être qu'un castel romain, et ce qui le prouve, c'est la découverte que l'on vient d'y faire d'un caveau de sépulture dans lequel se trouvent une foule d'urnes cinéraires très-bien conservées, et à côté de chaque urne un sabre, une lance, un dessus de casque et beaucoup d'armes romaines. Pour ne rien déranger, on déblaye les avenues du caveau, et on le fermera par une porte vitrée. . . . Je viens de recevoir un beau décret du Roi de Naples, qui me donne le titre de Duc de Portella, premier endroit du Royaume que les troupes impériales ont touché lors de la

campagne de 1815. Il y a de la galanterie dans le choix du nom, et un bon souvenir à perpétuer dans la famille.

Mayence, ce 23 Septembre.

264. J'ai quitté hier, à mon grand regret, le Johannisberg. J'en ai pris un tendre congé; quand vous le verrez, — et ce sera un bien beau moment pour moi, — vous concevrez mes regrets. J'ai trouvé ici mon quartier, préparé dans l'ancienne maison sur la Bleiché, qu'occupait mon père, et que j'ai quittée l'an 1788 pour aller à Strasbourg. Il y a trente ans de cela; j'ai vieilli; la maison a rajeuni, sans avoir embelli; elle a perdu la tournure d'un hôtel, pour prendre celle d'une maison bourgeoise.

L'Empereur est arrivé ici à sept heures. Vous verrez par ce que vous communiquera Hudelist, ce qu'il a fait aujourd'hui. J'ai passé ma journée au travail, à parcourir les rues, à dîner chez l'Empereur, à faire des visites à la Princesse de Hesse-Hombourg et à la Princesse de Danemark, qui est jolie. J'ai passé trois heures de la soirée avec l'Empereur, qui est content de me ravoir, et puis j'ai vu les dernières scènes de Titus, qui ce soir a été bien cruel. Rien n'est plus mauvais que le théâtre de Mayence, si ce n'est celui de Baden.

Nous prolongeons ici notre séjour jusqu'à demain, pour ne pas nous rencontrer à Coblentz avec le Roi de Prusse. L'Empereur s'embarquera le 25, et dînera au Johannisberg. J'y aurai une belle et nombreuse société, à peu près tous les Princes qui sont ici.

Nous coucherons le 25 à Bingen, le 26 à Coblentz, le 27 à Cologne et le 28 à Aix-la-Chapelle. L'Empereur Alexandre ne va pas en Italie. Je n'ai pas besoin de vous dire que cela m'enchanté.

Bingen, ce 24 Septembre.

265. J'arrive ici de si bonne heure, ma chère amie, après une charmante journée, que je puis encore profiter d'une occasion pour Francfort, et vous écrire par le courrier militaire.

Vous lirez dans la gazette un article qui renferme le détail de notre journée; mais ce que les gazettes et les lettres ne peuvent point vous apprendre, c'est le coup d'œil véritablement ravissant dont nous avons joui. Je ne crois pas que le voyage de Cléopâtre, de cette belle reine, aux nymphes et aux amours près, ait pu être plus pittoresque que le nôtre. Le Ciel nous a extrêmement favorisés; la plus belle journée, le meilleur vent, le meilleur peuple et le plus amoureux, c'est le seul mot qui exprime le sentiment que l'on porte ici à l'Empereur; des centaines de barques, des milliers de coups de canon et de pétards, une vingtaine d'orchestres, outre la musique du régiment autrichien en garnison à Mayence; un soleil ardent, un vent frais, et des milliers de figures riantes; tout cela sur le Rhin et au bord du fleuve. Voilà les éléments desquels s'est composée la fête, qui cependant n'est qu'un bien simple voyage.

L'Empereur a été frappé de la vue du Johannisberg, et le Prince de Danemark trouve qu'en Danemark et même en Norvège il n'y a pas de site plus riant, sous le ciel le plus doux. Je lui ai donné un très-bon dîner, et j'ai trouvé que j'avais assez bien doté le Johannisberg pour n'avoir rien à emprunter. Je suis, au reste, convaincu que jamais il n'a eu plus de célébrité que depuis quinze jours. Je suis, d'un autre côté, loin de désirer qu'il la conserve; je préfère beaucoup y passer quelques bonnes semaines avec vous et les enfants, sans Souverains ni Ministres. Le livre que j'y ai établi depuis mon arrivée, pour y recueillir les noms des visiteurs, ressemble aujourd'hui à un protocole de Congrès. Que Dieu me garde de le voir se remplir ainsi!

Nous partons demain à huit heures du matin, et nous serons entre une heure et deux heures à Mayence. L'Empereur, qui aime beaucoup qu'on lui témoigne de l'attachement, est enchanté de ce pays.

Nous avons un temps superbe, et mon père Arndt m'a annoncé aujourd'hui, avec une mine véritablement bachique, qu'il répond de l'année. Je lui ai dit mon fiat avec quelque bonté.

Aufenthalt in Aachen und Heimreise nach Wien.

Auszüge aus Privatbriefen Metternich's an seine Familie vom 1. October bis 25. December 1818.

266. Ankunft in Aachen. — Wird in Köln für den Kaiser gehalten. — Triumphreise auf dem Rhein. — Besuch der Kathedrale. — Die Reliquien daselbst. — Kaiser Alexander. — Beginn der Conferenzen. — 267. Diner des Königs von Preußen zu Ehren des Namensfestes des Kaisers Franz. — Guter Gang der Geschäfte. — Whistpartie. — 268. Räumungsvertrag mit Frankreich unterzeichnet. — Reiseplan nach Italien. — 269. Vergnügungen. — 270. Subelitz's Tod. — Ausflug nach Spa. — 271. Lawrence in Aachen. — 272. Abreiseprojecte. — Unfall einer Hofequipage. — 273. Beendigung der Geschäfte. — 274. Mit Wellington nach Brüssel. — Prinzessin Marie. — 275. Aus Donauwörth. — 276. Rückkunft nach Wien. — Kaiser Alexander bei Hof. — 277. Parallele zwischen Paris und London.

266—275.

Metternich an seine Gemalin.Aix-la-Chapelle, ce 1^{er} Octobre 1818.

266. Me voilà enfin, ma bonne amie, dans la ville, but de mon voyage, sans jamais avoir été celui de mes vœux.

Je vous ai écrit la dernière fois de Bingen. Le lendemain, j'ai côtoyé le Rhin jusqu'à Coblentz, où l'Empereur est arrivé par eau quelques heures après moi. Nous y avons couché, et j'ai poursuivi ma route le lendemain jusqu'à Cologne. J'ai dîné à Bonn, et j'ai parcouru pendant deux heures cette ville. Rien n'est charmant comme le site de Bonn; on voit les belles montagnes qui terminent la vallée du fleuve et qui semblent s'embellir encore pour vous laisser plus de regrets. Ces montagnes, connues sous le nom de Siebengebirge, sont d'un effet magique. D'un côté se trouvent les ruines de Rolandseck, et de l'autre celles du Drachenfels. Incertain si de Francfort on vous a envoyé la description du Rhin par Schreiber, j'en joins ici un exemplaire. Vous trouverez dans l'article *Voss'sagen* l'histoire de ces deux châteaux. Plus loin commence l'immense plaine qui va se perdre dans l'Océan et dans la mer du Nord, plaine riche et couverte de villes, de villages, de champs fertiles et de forêts superbes.

Je suis arrivé à sept heures à Cologne. Une foule immense s'était portée au-devant de l'Empereur. Mes six chevaux et

mes voitures de suite m'ont fait prendre pour lui. J'ai eu beau faire arrêter de cinq en cinq minutes pour assurer le peuple que j'étais indigne de tant d'honneur, — rien n'y a fait; arrivé à la porte, le train a recommencé de plus belle. Les cloches, les vivats, la rage d'une population de soixante mille âmes acharnée contre ma voiture, ont couvert ma voix et celle de Gentz, que par hasard j'avais rencontré à Bonn et que j'avais fait monter avec moi. Tout ce que je suis parvenu à éviter, a été que l'on ne dételât pas mes chevaux. J'étais furieux, et Gentz tremblait de tous ses membres. Je n'ai entendu qu'une seule voix raisonnable dans cette foule; un homme auquel j'assurais que c'était moi, me dit: „Nous aimons bien assez notre Empereur pour crier deux fois, si vous n'êtes pas lui!”

J'arrive enfin à l'hôtel du vieux patricien Geyger. Monsieur, Madame et Mesdemoiselles ses filles, que je n'avais jamais vus, se sont emparés de moi à la descente de la voiture. J'ai été couvert de vieux et de jeunes baisers; toute la maison pleurait, criait et jurait; elle pleurait de joie de m'embrasser, moi Ministre d'Autriche; elle criait des „Vive l'Empereur!” et jurait contre le sort qui avait déplacé l'ancien ordre de choses. Entouré de toutes les autorités du lieu, j'ai traîné la famille dans une chambre, et je l'ai suppliée d'être raisonnable. Ils m'ont répondu par l'assurance spontanée et catégorique qu'ils croyaient l'être ainsi, et qu'ils ne voulaient pas l'être autrement. J'ai commencé à entrevoir que mes raisons échoueraient contre une pareille détermination, et je me suis livré aux baisers avec un abandon héroïque. Rendu à la liberté, j'ai vu que Giroux*) était aux prises avec les servantes; elles eurent l'air de ne pas s'apercevoir qu'il avait négligé de faire sa barbe depuis huit jours.

L'Empereur arriva enfin à son hôtel, à deux portes du mien, et la foule et les baisers allèrent se porter à vingt pas plus loin.

*) Langjähriger, treuer Kammerdiener des Fürsten Metternich. D. 5.

Certes, si l'on pouvait prétendre que le bonheur d'avoir été Français et d'être Prussien l'emporte, à Cologne et sur les bords du Rhin, sur le souvenir de dix siècles, l'on se tromperait fort. Les presses d'imprimeurs gémissent pourtant sous ce mensonge!

Le voyage sur le Rhin a été un triomphe continu pour l'Empereur, et qui a fini par être embarrassant pour lui. Tout le train a recommencé de plus belle à son arrivée à Aix-la-Chapelle. Tout ne respire que l'Empire dans la ville natale et chérie de Charlemagne. Le peuple ici ne voit dans l'Empereur que son successeur; il se tait quand l'un des autres Souverains passe, et il ne cesse de crier en foule partout où paraît l'Empereur: „Es lebe unser Kaiser!“

Le site d'Aix, duquel je n'avais qu'un souvenir confus et qui date de vingt-six ans, est très-pittoresque. Il est plein de mouvements de terrain, et d'une très-riche culture. La saison est magnifique et invitée à la promenade. Nous sommes tous bien logés, et les mesures qui ont été prises pour empêcher que la foule des diplomates ne s'y porte, font que nous sommes assez au large.

Nous avons été cette après-dînée, avec l'Empereur, visiter la cathédrale. Le Roi de Prusse y est venu également, car il n'y avait point vu les reliques, qui toutes datent de Charlemagne, et que l'on n'expose à la vue du public que tous les sept ans, ou bien quand une tête couronnée catholique vient les visiter. On nous a montré:

1° Un petit habit de Jésus-Christ, qu'on appelle à Vienne ein Kinder-Röckel.

2° Une robe de la Sainte Vierge.

3° La ceinture que Jésus-Christ avait à la croix.

4° Le linge dans lequel Hérodiade a porté la tête de saint Jean-Baptiste.

On a beau ne point croire que ces objets soient justement dénommés, il n'en est pas moins vrai que, donnés à l'Église par Charlemagne il y a mille ans, ce Prince ne peut les avoir

acquis que présentant toutes les preuves de la plus haute antiquité. On ne conçoit leur extrême conservation que par les soins extrêmes que l'on en prend. On montre aussi le crâne de cet Empereur et beaucoup de ses ossements, qui montrent quelle était sa haute taille. On avait placé un prie-Dieu sur sa tombe, où l'Empereur a fait sa prière. Le peuple, qui avait forcé les portes pour y voir l'Empereur, s'est agenouillé sur-le-champ, et j'ai trouvé le Roi très-mal placé, debout au milieu de son peuple. A sa place, je n'y serais point venu !

L'Empereur Alexandre est arrivé ici le même jour, dans la soirée. J'ai passé chez lui trois heures, et nous nous sommes retrouvés comme en 1813.

Nous avons commencé aujourd'hui nos conférences sous les meilleurs auspices, et j'ai tout lieu d'espérer qu'il nous faudra trois ou tout au plus quatre semaines pour finir notre besogne.

Les résultats seront les plus généralement satisfaisants. L'Empereur Alexandre viendra d'ici à Vienne. Il n'est plus question de son voyage en Italie. Je ne crois pas que le séjour qu'il fera à Vienne puisse excéder quinze jours. Le 1^{er} Décembre, tout, par conséquent, sera rentré dans l'ordre.

— Ce 5 Octobre.

267. Il fait aujourd'hui un froid scandaleux, et il grêle, en attendant qu'il gèle. L'Empereur, qui en a été tout à fait incommodé hier, est resté couché: aujourd'hui, il va mieux et il s'est levé. Moi, j'ai été tout à fait enrhumé hier, et je ne le suis plus guère aujourd'hui. Le résultat de cette heureuse coïncidence a été que ni l'Empereur ni moi n'avons assisté hier à un dîner offert par le Roi de Prusse en l'honneur de la Saint-François, ni à un grand bal que la ville a donné. C'est peut-être pour la première fois de ma vie que j'ai trouvé dans un motif de santé qui m'a empêché de sortir, un véritable sentiment de bonheur. Je parie, au reste, que

la ville croit que l'Empereur et moi avons sacrifié leur fête à quelque profond calcul politique. Il faut les laisser croire et se bien porter, ce dont je m'acquitte parfaitement aujourd'hui.

Nos affaires continuent à aller à merveille, c'est vous dire qu'elles finiront bientôt. Je n'ai jamais vu un plus joli petit Congrès; celui-ci ne me fera pas du mauvais sang, je vous en répons. Vous me dispenserez de vous faire part de nos protocoles, et ce sont eux qui nous occupent le plus. Je fais une partie de whist tous les soirs avec le Prince de Hatzfeld, Zichy, Baring, Labouchere, Parish, — c'est-à-dire, avec des gens qui ne se trouvent pas dérangés ni même incommodés de la perte d'une bonne dose de millions. Nous nous réunissons d'abord chez Lady Castlereagh, mais j'ignore quelle inconcevable atmosphère d'ennui s'est emparée de cette maison. D'un commun accord, on a renoncé aux charmes de Mylady, et l'on s'est fixé dans mon salon, qui est un peu plus petit que votre cabinet drapé en nankin.

— Ce 10 Octobre.

268. Nous avons signé hier le traité d'évacuation avec la France. Nous n'avons pas perdu de temps en réglant en onze jours les affaires diplomatiques, un paiement de deux cent soixante-cinq millions, et tout ce qui est relatif à la marche des troupes. L'effet que produit en France cette résolution nous est déjà connu, car nous recevons ici nos lettres de Paris en quarante heures; tout va bien et continuera à aller de même.

Nos affaires ici seront terminées à la fin du mois. Je serai probablement à Vienne vers le 15 Novembre, ou peu après.

Je vous ai informé dernièrement de notre plan de voyage pour l'Italie. L'Empereur compte quitter Vienne entre le 10 et le 15 Février. Il passera les derniers jours du carnaval à Venise; les quatre premières semaines du Carême à Naples; la dernière quinzaine et la semaine de Pâques à Rome; trois semaines en Toscane; trois dans la Lombardie, ce qui le ramènera à Vienne vers la mi-juillet.

— Ce 18 Octobre.

269. Nos affaires ici avancent bien vite; je ne leur donne point de marge au delà du 4 ou du 5 de Novembre.

Quant aux plaisirs, ils n'existent pas. Nous sommes abîmés de jeunes talents; tous les jours, des concerts de virtuoses entre quatre et neuf ans. Le dernier arrivé est un petit garçon de quatre ans et demi, qui joue de la contrebasse. Vous pouvez facilement juger de la perfection de l'exécution.

Il n'y a pas même de boutiques remarquables, et les drogues qu'on nous offre coûtent le double de tout ce que l'on trouve de parfait à Paris et à Londres. Si les marchands ont spéculé sur nos bourses, ils ont compté sans leurs hôtes. Je ne sache pas que personne achète au delà du strict nécessaire.

Nos dames ici sont: Lady Castlereagh, trois ou quatre Anglaises plus ou moins mûres, c'est-à-dire qu'elles sont entre cinquante et soixante ans, — âge de jeunesse à Londres; — la Princesse de La Tour, Madame de Nesselrode et trois dames russes. Il en est pour les dames comme pour les marchands: il existe un manque total d'amateurs.

— Ce 27 Octobre.

270. Le courrier porteur de la triste nouvelle du décès du pauvre Hudelist*) est arrivé ici ce matin, et je n'ai pas besoin de vous dire combien je le regrette. Il avait des qualités on ne peut plus essentielles, et des mérites que je ne trouverai guère moyen de remplacer. Mon travail va se doubler et peut-être même se tripler pour quelque temps; j'avais si fort pris l'habitude de me reposer sur lui pour les objets de l'intérieur et de détail, que je regretterai toujours ce que je ne pourrai plus faire faire par lui, et certes pas de sitôt, par un autre employé.

J'écris à Madame Hudelist, et je vous prie de lui envoyer la lettre vous-même, en lui écrivant que j'ai choisi cette voie, convaincu qu'elle lui rendra sa réception moins pénible. J'espère

*) Staatsrath Hudelist war Kanzlei-Director der Staatskanzlei. D. S.

que l'Empereur fera quelque chose pour elle, d'autant plus que je suis sûr que son mari ne laisse que très-peu de fortune.

. . . . J'ai fait avant-hier une course à Spa avec M. et Madame de Nesselrode, le Comte et la Comtesse de Lieven, Steigentesch, Zichy, Lebzelttern, le Prince de Hesse et Floret. Nous y avons passé la nuit; nous avons parcouru hier matin les environs de Spa, nous y avons dîné, et nous avons été de retour ici à huit heures du soir. Le temps était superbe, et notre course très-bien organisée. Spa est vide; nous y étions les seuls étrangers; notre effet a donc été complet. Le voyage d'ici à Spa est charmant; rien n'est beau comme le pays de Limbourg, avec ses prairies et ses habitations sans nombre.

— Ce 3 Novembre.

271. Nos affaires sont à leur déclin. Je ne crois pas qu'elles puissent aller au delà du 15 de ce mois, jour fixé pour la fin. Si tel est le cas, je serai dans les derniers jours de Novembre ou les premiers de Décembre à Vienne, et, certes, charmé de m'y trouver.

Le peintre Lawrence, le premier du monde, est ici par ordre du Prince régent, pour faire les portraits des Souverains et des Ministres. Celui de l'Empereur est à peu près fini, ainsi que le mien. Je suppose que vous verrez ces deux tableaux, car Lawrence va à Vienne pour peindre le Prince de Schwarzenberg. Je ne crois pas que l'on puisse faire un plus beau tableau que celui de l'Empereur. Mon portrait, je crois, sera excellent. Je tâcherai d'engager Lawrence à peindre Clémentine*).

Notre vie va toujours son même train; nous conférons, nous nous promenons, nous dînons. Je fais ma partie le soir, et je me couche. Tous les étrangers nous ont quittés; ils n'y tenaient plus.

— Ce 11 Novembre.

272. Je puis vous annoncer maintenant, ma bonne amie, que nous sommes très-près de notre résultat. La dernière con-

*) Prinzessin Clementine, Tochter des Fürsten.

férence aura lieu, — à moins d'un incident très-peu probable, — le 16 ou le 17. L'Empereur se mettra en route le même jour. Il sera à Vienne le 2 Décembre, après s'être arrêté cinq jours à Munich.

Je compte partir le 18 pour Bruxelles. J'y resterai jusqu'au 23 ou 24, et je serai à Vienne du 7 au 8 ou 9.

Je n'irai décidément pas à Paris. Je ne pourrais y rester que quatre ou cinq jours, qui seraient pris entre tous les Princes et Ministres, et je ne trouve pas qu'il y ait un motif raisonnable pour aller s'embarquer de gaieté de cœur dans une pareille galère. Je quitterai donc les enfants à Bruxelles.

Marie se porte à merveille. Elle a ici tous les succès imaginables: ils se bornent à si peu de chose, qu'il est permis de s'en vanter. Elle a été voir l'Empereur, qui, — pour lui plaire, je crois, — a mis un uniforme de chasseur. Elle a passé sa soirée d'hier à danser des polonaises avec l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse, et elle est en ce moment au spectacle, pour voir jouer un nommé Wurm, excellent acteur comique de Berlin, qui l'enchanté.

Vous lirez, entre autres, dans toutes les gazettes, que j'ai fait une affreuse chute de voiture et que je suis resté évanoui pendant, je crois, cinq ou six heures. Le fait est que je n'ai pas fait de chute, et que par conséquent je n'ai eu ni accident ni évanouissement. Il y a une quinzaine de jours qu'en partant de chez notre Empereur, dans l'un des excellents équipages de la Cour, l'essieu s'est cassé; la voiture pencha de côté; mon laquais a ouvert la portière, je suis sorti de la voiture, et je suis allé à pied à une soirée que nous avions chez Madame Catalani. Le cocher est tombé et s'est fait un bleu. Tous les gazetiers anglais ont des correspondants ici; or, il faut qu'ils écrivent, — et, faute d'avoir à parler de la marche des affaires, ils s'amuse à tuer les Ministres.

Nos portraits de Lawrence deviennent de véritables chefs-d'œuvre. Le mien, qu'il a à peu près terminé, est un des

meilleurs *). Il le portera à Vienne, où je le ferai copier, sauf à ne plus jamais me laisser peindre.

Je suis sûr que Marie vous en parlera de son côté. Vous rirez en le voyant.

— Ce 16 Novembre.

273. Nos affaires sont signées. L'Empereur Alexandre est parti ce matin pour Bruxelles; notre Empereur part demain pour Vienne. Je vais, après-demain, de grand matin, me mettre en route pour Bruxelles, où m'attendent d'importantes affaires; j'y passerai quatre jours entre elles et l'infamale étiquette qui les accompagne naturellement.

Je passerai mes journées à travailler, et tout ce que puis vous assurer, c'est que je me porte à merveille, et que je ne suis pas encore prêt à devenir fou. Il part ce soir un courrier pour Vienne. Je serai de retour ici le 22 ou le 23, et je m'y arrêterai deux ou trois jours, parce que la conférence reste en permanence jusqu'à mon retour. Je serai à Vienne du 8 au 10 Décembre, et l'Empereur y sera le 2. L'Empereur Alexandre me suit de près; il arrivera à Vienne le 12.

— Ce 21 Novembre.

274. J'ai voulu partir demain matin, quand l'impossibilité d'exécuter mon projet m'a été démontrée à la conférence de ce matin. Nous ne saurions nous dispenser d'en avoir une demain matin, et probablement une autre le soir, qui sera la dernière. J'envoie mes voitures en avant demain soir, et je pars avec le Duc de Wellington. Nous serons à Bruxelles en quatorze ou quinze heures de route. Voici mon plan de voyage jusqu'à Vienne. Je ne prévois pas qu'il puisse subir de grands changements.

Le 23 Novembre, Bruxelles; 24, 25, 26, séjour; 27, Anvers; 28, Aix-la-Chapelle; 29, Cologne; 30, Coblenz.

*) Das Porträt des Fürsten Metternich, für dieses Werk von Prof. Huger radirt, ist nach dem hier erwähnten Bilde angefertigt. D. S.

Metternich's nachgef. Papiere II. 1. St.

1^{er} Décembre, Johannisberg; 2, Francfort; 3, 4, 5, voyage à Munich; 6, 7, séjour; 8, Alt-Cettingen; 9, Wels; 10, Kemmelnbach ou Amstetten; 11, Vienne.

Vous voyez que je n'aurai qu'un jour d'avance sur l'Empereur Alexandre, ce qui certes n'est pas de trop. Son séjour à Vienne n'étant pas, au reste, un séjour d'affaires, le fait même de sa présence me tourmentera d'autant moins que nous sommes redevenus les plus tendres amis. Marie, quand elle nous a vus la première fois, n'en revenait pas; elle ne nous avait jamais vus que brouillés. Elle a dansé, d'ailleurs, force polonaises avec lui, et surtout avec notre Empereur, au dernier bal que le commerce a donné aux Souverains, dimanche passé. L'Empereur a été charmé de la voir, comme s'il avait passé sa vie avec elle: „Sie ist eine der Meinigen“, m'a-t-il dit vingt fois, „Die habe ich lieber als alle die Andern“.

Nos affaires sont terminées, et notre conférence de demain n'est plus qu'une affaire de rédaction; — tout est arrangé à merveille, et je crois que cela nous fera honneur en Europe. Je n'ai jamais vu d'accord plus parfait entre les Cabinets; nos affaires, — les scabreuses comme les faciles, — ont coulé comme si elles se faisaient d'elles-mêmes. Le résultat a donc été tel que je l'avais prévu et surtout désiré.

Je ne sais ce que je donnerais maintenant pour avoir enjambé ce qu'il me reste de chemin à faire pour retourner à Vienne. Je ferai ce voyage avec le sentiment d'un postillon qui retourne à vide à son point de départ, et qui vingt fois doit maudire le chemin qui lui reste à faire pour regagner son lit.

Donauwörth, ce 6 Décembre.

275. ... J'ai retrouvé à Aix-la-Chapelle le Prince de Hardenberg; j'ai travaillé avec lui toute une journée. J'ai passé une nuit et une matinée au Johannisberg, où j'ai vu une quarantaine de superbes tonneaux rangés dans la plus belle cave du monde. Le vin sera excellent, et il y aura là pour douze mille ducats à vendre demain. Il en vaudra vingt mille dans cinq ans. Je

n'aurai ni cesse ni repos avant que vous ayez vu ce lieu, qui est véritablement une glorieuse possession. Rien ne ressemble à sa beauté, et l'habitation n'exige qu'un peu de soins pour devenir très-belle. Il n'y aurait qu'une cabane, que le monde semblerait lui appartenir.

Je m'arrêterai le 8 à Munich, et je serai à Vienne le 11 au soir, ou plus probablement le 12 au matin. Vous serez prévenue de mon arrivée par l'une de mes voitures que j'enverrai en avant de la dernière couchée que je ferai à Wels ou à Enns.

... Bon Dieu! tout ce qui est mort chez nous! J'ai apprises toutes ces catastrophes d'une manière qui serait plaisante si elle portait sur un autre sujet. J'ai vu à Coblenz le Comte d'Eltz, — revenu du Brésil. Il y est pour affaires de la succession de son père, qui vient d'y mourir d'une mort affreuse. Un cancer lui avait rongé plus de la moitié du visage. Je lui fis mes condoléances, et je lui demandai des nouvelles de Vienne; j'en avais manqué depuis plus de huit jours, car mes lettres m'attendaient à Francfort. „On a coupé la jambe à Jean Palfy”, me dit-il, „mais son frère est encore plus à plaindre, car il perd une partie de son corps après l'autre dans son voyage en Italie.” — „C'est affreux”, lui dis-je. — „Oui, deux jours avant la mort du Comte de Wallis.” — „Comment! il est mort?” — „On a enterré le Comte de Kuefstein.” — „Comment! lui aussi!” „Et l'on a administré le maréchal Colloredo; son frère le maréchal Wenzel est à l'agonie.” — Je l'ai prié de se taire, car il avait l'air de ne pas avoir tout dit.

276—277.

Metternich an seine Tochter Marie.

Vienne, ce 17 Décembre.

276. Me voilà, ma bonne Marie, au milieu des nôtres; mais vous n'y êtes pas, et je vous réponds que vous me manquez beaucoup. Nous sommes beaucoup plus occupés de vous que de nous. Nous suivons tous vos pas, et je suis sûr d'en deviner beaucoup.

J'ai trouvé, a mon arrivée, Maman et les enfants dans le meilleur état de santé. Victor est grand comme un homme qui n'est pas petit. Clémentine est embellie. Je ne trouve pas Léontine fort grandie. Herminie est véritablement aussi bien que possible. Maman vous mandera la plaisante erreur que j'ai commise à mon début, où je pris Léontine pour Herminie. Je lui ai demandé des nouvelles de sa jambe; elle m'a cru en démence. Elle était couchée dans sa nouvelle chambre, à la place de sa sœur; je l'ai trouvée inconcevablement grandie, mais n'importe. Les pensées fourchent quelquefois comme la langue, et l'on n'en sort plus.

Nous sommes ici, non dans les fêtes, car l'Empereur Alexandre n'en veut pas, mais dans de douces et paisibles petites jouissances de Cour. L'Empereur Alexandre a enfin fait connaissance de Madame sa tante*); il passe ses journées à lui baiser la main et à l'appeler ma chère tante. La présentation a eu lieu avant le dîner par l'Impératrice; au moment où l'Empereur a baisé la main à sa très-chère tante, j'ai pensé à Herminie, et j'ai trouvé comme elle que la tante Pauline est la tante de tout le monde, faute d'être celle du monde. Il ne lui manque plus que ce dernier titre.

Adieu, ma bonne chère Marie. Le voyage d'Italie est décidé, mais il y a un changement qui vous est favorable. L'Empereur partira le 13 Février, et il sera dans les premiers jours de Mars à Florence au lieu de Naples; c'est-à-dire qu'il commencera par passer à peu près trois semaines du mois de Mars en Toscane; de là, il ira pour la semaine sainte à Rome, et puis enfin, vers le 17 ou le 18 Avril, à Naples.

— Ce 25 Décembre.

277. J'étais sûr que Paris conviendrait beaucoup à Pepi. Il a du goût, et il est accessible à de bonnes impressions. Paris est la ville du monde, tout comme Londres est celle du com-

*) Herzogin Pauline von Württemberg, Schwester des Fürsten Metternich.
D. S.

merce. L'une ne ressemble pas à l'autre, car toutes deux sont des êtres particuliers. Vienne est comme le reste des villes habitées; elle compte plus de rues que telle autre, mais pour être plus grande elle ne vaut pas mieux. L'esprit humain a besoin d'un froissement continu pour se porter au-delà de la sphère commune. Il est naturel qu'une réunion de plus de cinq cent mille individus dans un même lieu, sous un beau ciel, dans un pays fertile, doive prêter à un développement, à un mouvement industriel et commercial bien différents de ceux d'autres centres moins habités. Voilà le secret de la perfection de Paris et de Londres, qui toutes deux sont ce qu'ont été l'ancienne Rome, l'ancienne Héliopolis, et plus encore l'antique Babylone. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, et ceux-ci ne sont modifiés que par l'influence qu'exerce le progrès des lumières, des sciences et des arts. Or, il suffit d'avoir un faible degré d'élévation dans l'âme, ou un goût épuré, pour préférer le mieux au bien. Soyez sûre qu'aussi souvent que ce fait n'a pas lieu, il ne vient que du manque de ces qualités, ou bien il est le résultat de cette présomption inséparable de l'ignorance, qui vous fait croire au mieux là où à peine vous jouissez du bien. Cette manière de juger n'est, au reste, nullement liée au bonheur. Le bonheur peut porter sur un seul objet, sur un seul goût, — et par conséquent sur un seul besoin; il suffit de trouver un petit coin qui satisfasse ce goût individuel, pour que le bonheur en résulte. C'est ce qui vous explique pourquoi vous pouvez être heureuse à Lanschütz, moi dans mon jardin, et Maman dans la chambre d'Herminie. Tout le monde cependant n'est pas également exclusif, et surtout également modéré dans ses goûts; or, c'est pour cela que vous et moi, heureux à Lanschütz et au Rennweg, nous le sommes également sur les boulevards, au Musée, et même dans les Catacombes, tandis que Maman n'est heureuse que dans l'avant-dernière chambre à la Chancellerie.

Metternich's Schriftenwechsel mit Kaiser Franz auf der Reise nach Aachen.

Einundzwanzig Vorträge des Fürsten Metternich an Kaiser Franz sammt den Allerhöchsten Resolutionen vom 8. Juli bis 17. November 1818.

- 278. Einrichtungsvothehrungen auf dem Gradschin. — 279. Ableben der Königin von Schweden. —
- 280. Ultraroyalistische Conspiration in Frankreich. — Annäherungsversuche der Ministerialpartei mit Monsieur. — 281. Kaiser Alexander und die Unterthansverhältnisse in den russisch-polnischen Provinzen. — Feldmarschall Fürst Schwarzenberg. — 282. Reiseverzeigerung Alexander's. — Metternich's Vorhaben zur Reise nach Paris. — 283. Tod Franz Georg's von Metternich. — 284. Unterredung mit Capodistria. — 285. Gunstbezeugung für Fürst Schwarzenberg. — 286. An-gelegenheiten in Rom. — 287. Ausöhnungsversuche des Königs mit Monsieur. — 288. Günstige Stimmung für den Kaiser Franz am Rhein. — 289. Kaiser Alexander's Reisepläne. — 290. Kämmerer-Vorschlag. — 291. Günstige Umstimmung in Frankfurt. — 292. Tod der Königin von England. — 293. Reiseanstalten für Kaiser Franz. — 294. Der Kurfürst von Hessen-Cassel wünscht die Königs-würde. — 295. Militär-Organisation des Deutschen Bundes. — 296. Portrait des Kaisers. — 297. Schwangerschaft der Erzherzogin Leopoldine. — 298. Reise-Ausflug.

Carlsbad, 8. Juli 1818.

278. Eurer Majestät zeige ich unterthänigst meine gestern erfolgte An-
kunft hier an. Carlsbad ist sehr mit Fremden gefüllt, unter denen
sich Diplomaten aus allen Gegenden befinden, welche theils nur mich
zu sprechen hier sind, theils um mein Zusammentreffen mit Graf
Capodistria, der am 10. hier erwartet wird, zu beobachten.

Bei meiner gestrigen Durchreise durch Prag frug mich der Oberst-
burggraf, ob eine Zusammenkunft der Monarchen in Prag stattfinden
würde? Ich betheuerte das Gegentheil. Er benachrichtigte mich alsdann,
daß ihm vor wenigen Tagen ein Befehl des Oberst-Hofmeisteramtes
zugegangen sei, den zweiten Stock des Gradschin-Schlosses sogleich
gänzlich einrichten zu lassen und die Unkosten zu bestreiten. Ich ver-
sicherte ihn, daß hier irgend eine mir unerklärbare Irrung zu Grunde
liegen müsse, und bat ihn, mit den Auslagen bis zu neuen Befehlen
Eurer Majestät inne zu halten. Ich bitte demnach Allerhöchstdieselben,
diese Befehle zu ertheilen; es ist möglich, daß von irgend einer
Reparatur die Rede sein könne, aber so lautet die Meinung des
Oberst-Hofmeisteramtes nicht, und es muß demnach hier eine bestimmte
Irrung obwalten. In jedem Falle erachte ich es für meine Pflicht,
Eurer Majestät die Anzeige des Falles zu machen, indem bedeutende
Auslagen vermieden werden dürften, deren Zweck ich nicht einsehe.

Den Fürsten Schwarzenberg habe ich hier ganz gut in seiner Lage gefunden. Er ist heiter, und die Cur schlägt ihm bisher gut an.

Metternich m. p.

Dient zur Nachricht und habe ich schon das Erforderliche veranlaßt, um unterrichtet zu werden, was es für ein Verwandniß mit denen im Prager Schloß angeordneten Zurichtungen habe*).

Baden, 15. Juli 1818.

Franz m. p.

Carlsbad, 9. Juli.

279. Briefe aus Kopenhagen melden das schnelle Ableben der verwitweten Königin von Schweden. Sie hatte den Abend bei dem Könige zugebracht und verschied vor 5 Uhr Früh.

Der König, welcher im Begriffe stand, sich nach Norwegen zu begeben, hat die Reise bis nach der Beerdigung der Königin eingestellt.

In politischer Beziehung hat dieses Ereigniß gar keinen besonderen Werth.

Metternich m. p.

Dient zur Nachricht.

Baden, 15. Juli 1818.

Franz m. p.

Carlsbad, 14. Juli.

280. Eure Majestät geruhen in der Anlage einen sehr interessanten Brief des Herrn v. Lebzeltern aus London zu erhalten. Die Stimmung des englischen Cabinets ist die beste, und die Ansichten des Lebzeltern sind in jeder Rücksicht vollkommen richtig.

In der Anlage geruhen Eure Majestät ein Privatschreiben des Grafen Caraman zu finden, welches die Anzeige einer sogenannten ultra-royalistischen Conspiration enthält. Ich sage sogenannten, weil mir die Sache als solche nicht einleuchten will. Wenige Tage werden genügen, um uns das Wahre in der Sache deutlich zu beweisen; indessen glaube ich vielmehr, daß das Ganze eine Intrigue der den

*) Diese Resolution ist, gleich allen nachfolgenden, von Kaiser Franz eigenhändig auf den Vortrag selbst hingeschrieben.

Ultras allerdings mit einigem Grunde entgegengeſetzten Partei iſt. Von Paris habe ich nur eine kurze Anzeige des Falles.

Eure Majeſtät werden ſich zu überzeugen geruhen, daß das franzöſiſche Miniſterium oder, richtiger zu ſprechen, daß der Herzog von Richelieu als letzte Zuflucht hofft, daß mein Einſchreiten zwiſchen der Miniſterialpartei und Monſieur, Bruder des Königs, einige Annäherung bewirken könnte. Monſieur hat ſich zu demſelben Zweck ebenfalls an mich gewendet. Ich werde in wenigen Tagen im Stande ſein, Eurer Majeſtät meine Schritte in dieſem äußerſt wichtigen Unternehmen zu unterlegen. Kein Augenblick iſt mehr geeignet, ſelbes mit irgend einem (früher ſicher unmöglichen) Erfolge gekrönt zu ſehen, als der Vorabend der Zuſammenkunft der Monarchen. Ich werde dieſe letzten Stunden benützen, in welchen Alles dringt, um dem Wunſche der beiden Parteien gemäß auf directen ganz vertraulichen Wegen das Beſte, was in meiner Macht liegen kann, zu bewirken. Für den Erfolg kann jedoch weder ich noch irgend Jemand bürgen. Es muß mir die Beruhigung genügen, daß mir beide Theile ein gleiches Vertrauen ſchenken.

Vermöge heute aus Berlin eingelangter Privatnachrichten ſoll der König daſelbſt Ende dieſes Monates zugleich mit dem Kaiſer Alexander eintreffen. Ein Luſtlager, welches bei der Hauptſtadt ſammengezogen werden ſollte, ſoll abbeſtellt ſein und Kaiſer Alexander die Zwiſchenzeit ſeiner Ankuft in Preußen und der Zuſammenkunft benützen wollen, um ſeinen Schweiſtern Beſuche zu machen. Ob dies ebenfalls Stuttgart gilt, weiß ich nicht, ich zweifle aber beinahe daran.

In jedem Falle kann nichts Gutes bei dieſem Herumwandeln des Kaiſers vor der Entrevue herauskommen. Ob die Sache, ſo wie ich es hier gehorſamſt anzeige, wirklich iſt, werden mir die nächſten officiellen Berichte aus Berlin, denen ich ſtündlich entgegenſehe, beſtimmen.

Metternich m. p.

Dient zur Nachricht und folgen die Beilagen dieſes Vortrages hiemit wieder zurück.

Baden, 21. Juni 1818.

Franz m. p.

Carlsbad, 22. Juli.

281. Eure Majestät geruhen anliegend einen Bericht des Grafen Thurn zu empfangen, welcher Allerhöchstderselben beweisen wird, daß der Kaiser Alexander fortfährt, den Prinzen von Hessen mit der ausgezeichnetsten Aufmerksamkeit zu behandeln.

Der Kaiser fängt nun an, sich sehr mit dem Verhältnisse der Bauern in den russisch-polnischen Provinzen zu beschäftigen. Daß es hierzu allerdings den gegründetsten Stoff gibt, ist unlängbar; von einer anderen Seite aber läuft der Kaiser Gefahr, ein großes Feuer in seinem Innern anzuzünden. Die Russen sind im Allgemeinen bereits sehr aufsichtig; welche Folgen weitere Fortschritte haben dürften, ist schwer zu bestimmen.

Graf Capodistria wird wohl kaum vor dem 26. oder 27. d. Mts. hier eintreffen, da er seinen Herrn noch in Petersburg erwartete, und wohl nicht vor dem 15. abgereist sein dürfte.

Ich bin übrigens hier von den Chefs beinahe aller bei Eurer Majestät accreditirten Missionen umgeben, und zwischen Wien und Carlsbad ist für mich kaum ein anderer Unterschied als die Veränderung des Ortes. Ich trachte indessen, so viel wie möglich, Zeit zur Distraction zu gewinnen, und kann mich nur des hiesigen Wassers höchlich beloben. Am 31. d. Mts. verlasse ich Carlsbad und, da ich drei bis vier Tage Zwischenraum zwischen beide Curen bringen muß, begeben sich bis zum 4. August zu mir aufs Land. Am 5. fange ich die Cur in Franzensbrunn an.

In dem Befinden des Feldmarschalls Fürsten Schwarzenberg findet ein auffallender Unterschied statt. Seine innere Krankheit löst sich mit jedem Tage; auf die Paralyse in Folge eines Schlagflusses wirkt Carlsbad nie direct; man wird ihm nun Bäder zu diesem Behufe verordnen, von denen sich seine Aerzte den besten Erfolg versprechen. Seine Beweglichkeit hat jedoch bereits solche Fortschritte gemacht, daß er Spaziergänge von mehreren Stunden machen kann.

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft und wünsche, daß Ihnen die Wasser- und Badecur sowie dem Fürsten Schwarzenberg gut anfallen mögen.

Franz m. p.

Franzensbrunn, 7. August.

282. Eure Majestät! Die Nachricht, daß der Kaiser Alexander statt des 15. erst am 27. September eintreffen wird und demnach die Eröffnung der Conferenzen um vierzehn Tage verschiebt, kann nichts Anderes als einen sehr mißgünstigen Eindruck in Frankreich erzeugen. In der Sache wird zwar nichts verändert, aber die verlängerte Ungewißheit ist diesem Lande peinlich, und sie muß auf die Regierung und auf die Nation nur gleich ungünstig wirken.

Bei diesem Zeitgewinne oder Verluste rückt sich mir ganz natürlich die Idee vor, ob sich nicht vielleicht ein bestimmter Nutzen ergeben dürfte, wenn ich, unter gewissen Voraussetzungen, die freien zwölf Tage benützte, um mich von dem Rhein nach Paris zu begeben.

Die folgenden Considerationen sprechen allerdings dafür:

1. Würde ich in der Nähe sehen, was die Ferne oft verbirgt.
2. Würde es mir in den Nachener Conferenzen eine ganz eigene Stellung vor den übrigen Cabinets-Chefs geben, welche den Ort, der abgeurtheilt werden soll, nicht wie ich gesehen hätten.
3. Besteht die Chance einer Vereinigung Monsieur's mit der Regierung, zu deren Mitwirkung ich von beiden Seiten, wie ich es Eurer Majestät bereits gehorjamt anzuzeigen die Ehre hatte, aufgefordert bin, und Allerhöchstderjelben nächstens die getroffenen Maßregeln zur Erreichung dieses äußerst wünschenswerthen Zweckes zu unterlegen nicht ermangeln werde. Die Sache steht eben im stärksten Betriebe. Ich habe den Marquis de Caraman von Carlsbad mit Aufträgen in diesem Betreff nach Paris abgejendet, und werde binnen hier und acht Tagen ein Individuum, welches mir Monsieur zuschickte, an ihn ebenfalls zurückbefördern. In dem Gelingen der Sache liegt eine der größten Garantien der Zukunft, wie aus dem Fortbestehen der unglaublichen Spaltung alle Chancen der leidigsten Ereignisse ergehen. Der Augenblick vor der Entrevue der Monarchen ist kategorisch und bietet besonders kategorische Mittel dar, auf beide Theile zu wirken.

4. Ich würde endlich einen sehr bestimmten Beweggrund zur Reise nach Paris in dem Umstande der Reise Lord Castlereagh's durch diese Stadt finden, wenn sie statthaben sollte.

Sollten Eure Majestät diese Ansichten zu theilen geruhen, so ginge mein gehorsamster Antrag auf die bloße Autorisation, mich nach Paris nach Maßgabe der Umstände begeben zu dürfen. Diese Umstände kann jeder Tag liefern oder verändern, ich könnte demnach nur nach bestem Ermessen zur Zeit selbst handeln.

Sodann bäte ich Eure Majestät, das tiefste Geheimniß über diese Autorisation zu halten. Sollte ich der Sache Folge geben, so müßte sie als ein mir zugekommener Befehl erscheinen, die Tage, welche die verspätete Zusammenkunft der Monarchen darbieten, zu benützen, um mich über den Stand der Dinge an Ort und Stelle zu überzeugen. Sollte ich die Reise nicht machen, so muß vor dem Publicum nie die Rede von selber gewesen sein.

In jedem Falle werde ich am Ende dieses Monates am Rhein eintreffen, und den Staatskanzler Fürsten Hardenberg, den Grafen Münster im Namen des englischen Cabinets, und mehrere andere angesehenen Männer daselbst treffen, welche mich entweder erwarten oder auf den Johannisberg zu mir kommen werden, um sich mit mir über die wichtigsten Gegenstände der Zusammenkunft zu besprechen.

Wenn Eure Majestät mir die Frage des Abjournes nach Paris, als eine meinem besseren Wissen untergeordnete, zu überlassen geruhen sollten, so würde ich in jedem Falle nicht vor dem 7. September daselbst eintreffen und am 23. wieder bei Eurer Majestät in Mainz zurück sein.

Ich ersuche Allerhöchstdieselben unterthänigst, mir sobald möglich Ihre gnädigen Befehle über den gegenwärtigen geheimen Vortrag ertheilen zu wollen.

Metternich m. p.

Ich gestatte Ihnen, sich, wenn Sie es für das Beste des Dienstes zweckmäßig finden, nach Paris zu begeben und erwarte Sie sodann so wie in jedem Fall den 23. September in Mainz.

Baden, 11. August 1818.

Franz m. p.

Franzensbad, 15. August.

283. Eure Majestät! Das traurige Ereigniß*), welches mich und mein Haus betroffen hat, macht es mir zur Pflicht, Allerhöchst-

*) Siehe über den gleichen Gegenstand Nr. 256.

derjenigen die Gefühle des tiefsten Dankes für die Gnaden auszudrücken, welche Eure Majestät während seiner langen Laufbahn ununterbrochen für meinen vereinigten Vater zu haben geruhten. In seiner früheren Jugend hatten ihn das Beispiel seiner Vorfahren und mehr noch sein Gefühl in die Allerhöchsten Dienste gezogen. Sein einziger Wunsch, alle seine Kraft hatten nur einen Zweck: die Ehre und den Nutzen des Kaiserhauses und Staates. Eure Majestät verlieren an meinem Vater einen zwar durch Alter geschwächten, aber demungeachtet nicht weniger treuen und ergebenen Diener. Sein beständiger Sinn ging dahin, mich die Pflichten erfüllen zu sehen, zu welchen ihn sein Alter und seine Verhältnisse nicht mehr berufen konnten, und sein größter Trost war das Gefühl des Gedeihens meiner Verwendung in den letzten Stürmen einer verhängnißvollen Zeit. Als ihn wenige Tage vor seinem Ende meine Familie befragte ob er mich nicht in Wien zu sehen wünschte, sagte er: „Mein Sohn folge seiner Pflicht, ich kann ihm ebenjogut meinen Segen in der Ferne geben, und heute trifft er ihn und sein Geschäft!“

In diesen Worten beruht mein Trost, ihn nicht mehr gesehen zu haben und, entfernt von ihm, keine der Pflichten des Sohnes erfüllen zu können.

Ich erbitte mir nun als Chef meines Hauses die Gnade Eurer Majestät für dasselbe. Für mich haben Eure Majestät bereits so lange und so oft als Vater gehandelt, daß mir nur mehr Dank geziemt. Wenn der Umsturz der Dinge in der letzten Periode meine Familie nun ganz in die Verhältnisse aller Vasallen und Unterthanen des Kaiserhauses stellte, so geht mein einziger Wunsch dahin, daß meine Nachkommen einst im reinen Gefühle ihrer Pflicht das thun, was sie wahrscheinlich ebenfalls in Folge ihres freien Antriebes gethan haben würden.

Metternich m. p.

Ich nehme gewiß allen Antheil an dem Verlust Ihres Vaters, und rechne so sicher auf Ihre Anhänglichkeit an meine Person, als wie darauf, daß Sie trachten werden, Ihre Familie und Nachkommen in Ihre Fußstapfen treten zu machen und in ihnen mir ebenso geschickte und treue Diener wie Sie zu bilden.

Franz m. p.

Wien, 19. August 1818.

Franzenöbrunn, 18. August.

284. Allergnädigster Herr! Ich habe mich vorgestern nach Carlsbad begeben, um eine Unterredung mit dem daselbst seit mehreren Tagen anwesenden Grafen Capodistria zu haben.

Das Resultat dieser Unterredung war für meine Berechnungen deutlich und beruhigend. Ich kann dasselbe für Eure Majestät, welche sich stets so bestimmt im Laufe der großen politischen Geschäfte erhalten, in wenigen Hauptzügen bezeichnen.

Sie sind die folgenden:

1. Der Kaiser von Rußland, im Schwanken zwischen mehreren sich widerstrebenden moralischen Motiven, verläßt nicht das Grundprincip der Erhaltung der Ruhe. Hiezu bewegen ihn sowohl seine Entfernung von alle dem, was das Spielen mit Soldaten übersteigt, und seine immer lebendiger werdenden religiösen Grundzüge.

2. Der Kaiser und sein Cabinet überlassen sich täglich mehr dem Hange der moralischen und politischen Projectenmacherei. Deshalb die vielen, uns und beinahe jede Regierung irrenden größeren und kleineren Intriguen, das Ueberschwemmen mit Kundschaftern und Aposteln.

In diesem activen Thun und Treiben ist jedoch die Absicht — sie liege dunkel oder deutlich vor dem Sinne des Kaisers — nicht zu verkennen, der Zeit und dem Lauf der Dinge das zu überlassen, was dieselben zu Gunsten der Ausdehnung des russischen Einflusses zu wirken vermögen. Ein ähnlicher Einfluß hört auf, selbst zur Macht zu erwachsen.

3. Graf Capodistria ist im höchsten Grade gegen die Form der nächsten Zusammenkunft.

Erstens wollte er nicht, daß die Monarchen persönlich bei derselben erscheinen sollten, und er bedauert, daß sein Herr hiezu die bestimmte und vielleicht einzige Veranlassung sei. Mit diesem Sage bin ich übrigens selbst vollkommen einverstanden.

Zweitens hätte er keine Zusammenkunft der Monarchen und der Kabinete oder eine allgemeine gewünscht.

Seine Motive sind die folgenden:

Er glaubt, daß eine so große Maßregel nur die Eifersucht der nicht admittirten Mächte erregen, die öffentliche Meinung

auf's Höchste spannen, und durch den Mangel an Resultaten die Monarchen und die Cabinete compromittiren könne.

Hier weicht meine Meinung vollkommen von der seinigen ab; meine Gründe sind die folgenden, und ich habe sie dem Grafen entwickelt, insofern dieses geschehen konnte, ohne den Unterschied zu grell hinzustellen, welcher zwischen den Plänen und dem Gange unserer beiden Regierungen liegt.

Die fünf Höfe, welche sich zu Aachen versammeln, sind hiezu durch den Tractat vom 20. November 1815 nicht nur berufen, sondern verpflichtet. Alle europäischen Höfe haben diesen Tractat und demnach alle seine Stipulationen durch ihren Beitritt bestätigt und anerkannt.

Die Erfüllung eines Rechtes und noch vielmehr jene einer Pflicht erregt nicht die Eiferjucht Derjenigen, welche außer dem Rechte und der Pflicht stehen. Keine Regierung fürchtet, die Frage, welche nach Aachen verwiesen worden ist, von den fünf Höfen entschieden zu sehen — denn sie sind hiezu berufen; alle Regierungen fürchten aber, daß die vier oder respective fünf Höfe mehr als dieses einzige Geschäft zu vollbringen gesonnen sein dürften. Deshalb müssen die vier Höfe nur dieses einzige Geschäft in Aachen vollenden, und deshalb haben wir darauf angetragen, daß die vier Höfe, längst vor der Vereinigung, diese Verpflichtung feierlich aussprechen. Unsere Sorge muß nun sein, daß sie gehandhabt und erfüllt werde.

Nur die Meinung der Revolutionäre ist gespannt, und keineswegs jene der rechtlich Geinnten. Da dies wirklich und unlängbar der Fall ist, so wird das gedeichlichste Resultat der Entrevue sein, daß in der bestehenden Ordnung der Dinge nichts geändert werde; dieses Resultat wird für Eure Majestät und für die Cabinete, welche seit dem Jahre 1815 einen positiven Gang einhielten, die Neuerungsjucht nicht aufregten, den schlichten und einfachen Rechte allein ihre Unterstützung angeheißen ließen, den höchsten Triumph gewähren. Für den Hof aber, welcher dem sogenannten Zeitgeiste bei jeder Gelegenheit huldigte und die Hoffnungen der Neuerer und Sectirer jeder Art durch seine Worte zum Leben rief; für diesen Hof wird allerdings das Resultat einer so

bedeutenden Epoche, als die Aachener sein wird, in den Augen eben dieser Neuerer höchst compromittirend sein, sobald Alles beim Alten bleibt.

In diesen kurzen Sätzen liegt der deutliche Unterschied der österreichischen und der russischen Berechnungen. Die unsrigen haben übrigens bisher die Oberhand behauptet, und ich zweifle nicht, daß dies auch neuerdings der Fall in Aachen sein wird. Daß der russische Minister demnach die künftige Versammlung in ihrer bereits angenommenen Form und Art nicht lieben könne, ist natürlich. Daß wir selbe in Gegentheil allein in der angenommenen Form billigen können, ist es nicht minder. Es kam hier viel auf das erste Wort an, und wir haben es noch am rechten Tage ausgesprochen und durch selbes eine bedeutende Summe von Compromissionen in einem von der Furcht des Grafen Capodistria sehr verschiedenen Sinne vermieden.

Ich habe übrigens bereits bei dem englischen und preussischen Kabinete so viel Terrain gewonnen, daß ich keiner möglichen Abweichung von einem gemessenen Gange der Versammlungen mehr entgegensetze*).

Franzenbrunn, 20. August.

285. Eure Majestät! Bekannt mit der gnädigen Gefinnung Eurer Majestät für den Feldmarschall Fürsten v. Schwarzenberg, erachte ich es als eine Pflicht, Allerhöchstdieselben die unterthänigste Anzeige einer Gelegenheit zu machen, bei welcher ihm großes Vergnügen mit sehr leichter Mühe gewährt werden könnte. Dessen ältester Sohn, Friedrich**), steht nun bereits seit mehr als einem Jahre als Cadet

*) Auf diesem in Abschrift vorliegenden Actenstücke findet sich folgende von der Hand des Staatskanzlers (aus späterer Zeit) geschriebene Note: „Der Inhalt dieses Vortrages ist wichtig, indem er den Grund der Verschiedenheit in den Ansichten und dem Gange der beiden kaiserlichen Kabinete bezeichnet. Graf Capodistria war der Vertreter einer fäselnden politischen Schule; persönlich hielt er nur die hellenische Sache im Auge, welche im Jahre 1818 in der Vorbereitung stand. Das Allianz-System zwischen den Hauptmächten war ihm in dieser (der hellenischen) Richtung und in der des Widerstandes gegen den doctrinellen Liberalismus, welcher in dem mehr griechischen als russischen Minister einen eifrigen Vertreter fand, verhaßt.“

**) Der spätere „Kanzlerrecht“.

D. H.

D. H.

bei seines Vaters Uhlanen-Regimente. Er zeichnet sich durch emsiges Bestreben zu der Zufriedenheit des Vaters aus, und sein Wunsch wäre, daß er zum Unterlieutenant befördert würde. Wollten Eure Majestät dieses wie aus eigenem Antriebe zu thun geruhen, so würde der Feldmarschall in dieser Gnade einen Grund zur wahrsten Erkenntlichkeit finden.

Sollten Eure Majestät in diese Bitte, welche ich ohne sein Vorwissen wage, zu willigen geruhen, so ginge mein gehorsamster Antrag dahin, daß Allerhöchstdieselbe dem Feldmarschall diese Gnade durch ein Handbillet bekannt zu machen sich herbeiließen und dies zwar sobald als möglich, da er sonst wohl mit der directen Bitte hervortreten könnte.

Ich finde mich um so mehr zu meinem gegenwärtigen Schritte bewogen, als der König von Preußen seit der Anwesenheit des Feldmarschalls Blücher zu Carlsbad beinahe wöchentlich einen Adjutanten an selben abschickt, um Erkundigungen über dessen Wohlbefinden einzuholen, welches übrigens sehr auf der Reize ist.

Metternich m. p.

Ich werde nach Ihrem Antrag das Erforderliche verfügen.

Baden, 25. August 1818.

Franz m. p.

Franzensbrunn, 20. August.

286. Eure Majestät geruhen in der Anlage einen Bericht des Fürsten Kaunitz zu erhalten, welcher beweist, wie die Sachen fortwährend in Rom stehen*). Wenn der römische Hof seinem angenommenen Gange folgt, so ist es kaum vorzusehen, welchen Complicationen in Deutschland er entgegensteht. Unsere Pflicht ist es, ihn aufzuklären, und die vernünftigste Partei unter den Cardinälen fortan zu unterstützen.

*) Dieser Bericht vom 10. Juli enthält die Besorgniß, daß in Rom eine Partei von „Zelanti“ unter den Cardinälen, entgegen den versöhnlichen Gesinnungen Consalvi's, bestrebt sei, den Papst zu energischen Maßregeln gegen die Höfe von Bayern und Baden zu drängen, da namentlich der erstere durch neuerliche organische Gesetze das eben abgeschlossene Concordat paralysire, der letztere den mit Interdict bedrohten Capitular-Bicar Wessenberg in Constanz in seinen Schutz nehme.

Eure Majestät haben geruht, meine letzten Weisungen an den Botschafter Fürsten Kaunitz gut zu heißen. In demselben Sinne werde ich ihm nächstens neuerdings dringende Vorstellungen zusenden.

Ich bitte Allerhöchstdieselben unterthänigst, den gegenwärtigen Vortrag nebst der Anlage dem Staatsrathe v. Hudelist zustellen lassen zu wollen.

Metternich m. p.

Ich nehme das Angezeigte zur Wissenschaft und erhält Staatsrath v. Hudelist den Vortrag sammt Anlage; unser Trachten muß sein zu bewirken, daß nicht durch übereilte Schritte und zu große Hitze der katholischen Religion ein nicht mehr gut zu machender Schaden zugesügt werde.

Baden, 25. August 1818.

Franz m. p.

Königswart, 26. August.

287. Eure Majestät geruhen in den beiden Anlagen die Weisungen zu finden, welche ich am 23. d. Mts. an Freiherrn v. Vincent in dem äußerst wichtigen Geschäfte der Ausöhnung des Monsieur, Bruders des Königs von Frankreich, mit diesem Letzteren erlassen habe.

Eure Majestät geruhen sich zu erinnern, daß bereits im letzten Frühjahre Monsieur den Gesandten Eurer Majestät eigens zu sich beschieden hatte, um ihm seinen Wunsch einer möglichen Veröhnung auszudrücken. Baron Vincent unterrichtete damals den Herzog von Wellington von dem Umstande, wie von seiner gehaltenen Unterredung mit dem Prinzen; zugleich benachrichtigte er den Herzog von Richelieu von der Sache.

Ich antwortete alsbald Freiherrn v. Vincent, dem Bruder des Königs die Bereitwilligkeit Eurer Majestät, zu dem heilsamen Werke der Veröhnung mitzuwirken, zu erkennen zu geben, drückte jedoch meine persönliche Ueberzeugung aus, daß Monsieur vor Allem selbst versuchen müsse, was zu diesem Ziele führen könne.

Ich schlug diesen Weg ein:

1. Weil mir erst durch die Folge, welche Seine königliche Hoheit der Sache geben würde, dessen eigentlicher Standpunkt deutlich werden konnte.

2. Weil ich mich überzeugen wollte, ob Monsieur, aus eigenem Antriebe oder aus einem Impuls der ultra-royalistischen Partei und endlich aus dem Antriebe welcher Unterabtheilung dieser Partei (denn es gibt deren manche), zu handeln den Entschluß gefaßt habe.

3. Weil jede Compromission Eurer Majestät Charakters nur zuversichtlich vermieden werden konnte, wenn der Wunsch der Intervention eines Dritten in einer Domesticalsache durch die beiden entgegengesetzten Parteien ausgesprochen worden sein dürfte.

Meine Hoffnungen in dieser Hauptbeziehung wurden erfüllt. Mehrere Versuche der Ausöhnung wurden theils von Monsieur theils von den Ministern begonnen. Sie blieben alle ohne Erfolg.

Beinahe gleichzeitig geschahen im Laufe des Juni Schritte von Seite der Ultras und des Herzogs von Richelieu gegen mich, um mich aufzufordern, mich in die Mitte des Geschäftes zu stellen. Ich bedeutete dem Herzoge, daß ich hiezu allerdings von Eurer Majestät (welche noch auf der Reise waren) bevollmächtigt werden dürfte, daß mir der Zeitpunkt zu handeln jedoch noch nicht gekommen zu sein schien, wo die Intervention wirklich erfolgreich sein könnte, indem ich nicht mit einer oder anderen ultra-royalistischen Partei, sondern mit Monsieur selbst zu thun haben müßte.

Monsieur ließ ich denselben Entschluß kund thun.

Nun schickte mir Monsieur wirklich nach Carlsbad ein gänzlich vertrautes Individuum, welches außer aller directen Berührung mit der Partei steht und als ein directes Organ des Prinzen selbst auftrat. Dieses Individuum fertigte ich nach Paris mit Aufträgen zurück, welche Monsieur bewiesen,

1. daß die Sache nun recht gestellt sei;
2. daß Freiherr v. Vincent nächstens den Auftrag erhalten würde, persönlich als Mittler aufzutreten.

Den Herzog von Richelieu benachrichtigte ich durch Abfertigung des Marquis de Caraman nach Paris von der Lage der Dinge, zeigte ihm jedoch zugleich an, daß ich die möglichste Zeit zu gewinnen trachten würde, um die Verhandlung so nahe wie möglich an die Nachener Entrevue zu drängen, überzeugt, daß der Erfolg der

Sache (wenn er denkbar ist) nur durch die größte Beengung der Zeit gesichert werden dürfte. Monsieur ist schwach; er muß sich selbst zur Ausöhnung herbeilassen, denn läßt man ihm Zeit, mit der Partei zu conferiren, so wird Alles vereitelt.

Der Herzog von Richelieu trat meiner Ansicht vollkommen bei.

Nachdem Alles auf diese Weise gehörig erörtert worden war, erließ ich die oberwähnten Weisungen an Freiherrn v. Vincent, deren Inhalt Eurer Majestät den Standpunkt im Geschäfte selbst erläutern wird, welchen ich als den besten wählen zu müssen glaubte.

Die Depeſche Nr. 1 ist für beide Parteien ostenjibel.

Die Depeſche Nr. 2 enthält die eigentlichen Instructionen für Vincent.

Am Rhein werde ich das erste Resultat der Eurer Majestät Geſandten anbefohlenen Schritte erfahren.

Vom Herzog von Richelieu habe ich gestern im Augenblicke meiner Abreise von Franzensbrunn einen Brief erhalten, in welchem er mich sehr dringend bittet, nach Paris zu kommen, um das Geschäft in Person zu führen. Ich werde jedoch erst einen Entschluß fassen, wenn ich den Erfolg der ersten Schritte kenne. Diese mußten immer durch einen Anderen als mich geschehen; glaube ich Gutes wirken zu können, so unternehme ich die Reise; im gegentheiligen Falle beschränke ich den Zweck meines Ausfluges nach Paris auf den Umstand der Anwesenheit Lord Castlereagh's in Paris. Sollte er nicht diese Straße wählen und keine sichere Aussicht auf das Gelingen der Mediation bestehen, so unterlasse ich die Reise.

Ich schmeichle mir, daß Eure Majestät die bisherige Leitung des Geschäftes mit Allerhöchstihrem Beifall zu beehren geruhen werden. Ich sehe es als das wichtigste des Augenblickes an, bin jedoch noch weit entfernt, auf dessen Gelingen irgend eine feste Aussicht zu haben. Die Parteien stehen einander so ferne, daß sehr viel Unbefangenheit von beiden Theilen dazu gehören wird, um eine Annäherung zu bewirken. Da das Gelingen der Sache übrigens nicht von dem Mittler allein abhängt, so ist es nicht minder ehrenvoll für Eure Majestät und Allerhöchstihre Cabinet, von beiden Theilen zur Beförderung eines so heilsamen Zweckes auserkoren worden zu sein, und nichts zeugt vielleicht

mehr für den politischen Standpunkt, den Eure Majestät heute in Europa einnehmen, als eben dieser Fall. Metternich m. p.

Dient zur Nachricht und folgen die angegeschlossen gewesenen Beilagen hiemit wieder zurück; nur ein Bedenken fällt mir auf, nämlich ob nicht Monsieur, falls er leichtfertig und schwach ist, von unjeren ihm eröffnet werdenden Ansichten über Rußlands und des Kaisers Alexander Benehmen einen Mißbrauch oder wenigstens einen uns nachtheiligen Gebrauch machen könne.

Baden, 30. August 1818.

Franz m. p.

Königswart, 26. August.

288. Eure Majestät geruhen in der Anlage mehrere Berichte des Herrn v. Handel*) zu finden, welche Allerhöchstderelben beweisen werden, welche Aufnahme Sie am Rheine erwartet.

Ich kenne die Stimmung des dortigen Volkes und habe geglaubt, Allerhöchstderelben die Fahrt auf dem Strom anrathen zu müssen, weil ich überzeugt war, daß sie den Charakter eines Triumphzuges annehmen würde.

In den Demonstrationen der Rheinbewohner wird übrigens die Partei der Schlechtgejinten einen bestimmten Schlag erleiden. Der unverhohlene und keineswegs provocirte Ausspruch von Hunderttausenden ist besser und mehr beweisend als die Declamationen der Jenejer Professoren und Studenten.

Zwischen der Reize des Kaisers Alexander und des Königs von Preußen wird übrigens ein großer Abstand mit jener Eurer Majestät obwalten, und hierin liegt sicher für Deutschland nichts als Gedeihliches.

Metternich m. p.

Dient zur angenehmen Wissenschaft.

Baden, 30. August 1818.

Franz m. p.

Frankfurt, 30. August.

289. Eure Majestät! Im Augenblick meiner Ankunft hier erhielt ich das anliegende Schreiben des Prinzen von Hessen, welches über Berlin per Courier an mich eintraf.

*) P. A. v. Handel, österreichischer Minister-Resident in Frankfurt. D. S.

Ich glaube, daß Eure Majestät die nöthigen Befehle nach Prag erlassen dürften, damit der Kaiserin=Mutter*) alle thunliche Zu-
vorkommenheit bewiesen würde. Für ihre Aufnahme im Grabschiner
Schlosse wäre vor Allem zu sorgen; ihre Küche bringt sie sicher mit.
Wollen Eure Majestät eine Abtheilung Equipagen hinschicken, so hinge
dies allein von der Allerhöchsten Beurtheilung ab. Vier Kammerherren
zum persönlichen Dienste scheinen mir ernannt werden zu sollen und
allenfalls ein Individuum, welches die Obersthofmeister=Dienste ver-
sehen könnte. Hierzu dürfte einer der Prager Fürsten, vielleicht Fürst
Isidor Lobkowitz, geeignet sein.

Eure Majestät finden übrigens in Ihrer so nahen Abreise einen
Beweggrund, um der Kaiserin nicht selbst einen Besuch abzustatten.
Für jeden Fall habe ich die Ehre, Allerhöchstderelben, hier angeschlossen,
den Aufsatz eines Schreibens an dieselbe gehorjamsft zu unterlegen,
welches, wenn Allerhöchst dieselben ihre bevorstehende Ankunft erfahren,
nach Prag gesendet werden könnte.

Aus dem Schlusse des Schreibens des Prinzen von Hessen ergibt
sich auf einmal und im Widerspruch dessen, was mir Graf Capodistria
jagte, die leidige Aussicht, daß der Kaiser Alexander sein Reiseproject
— wenigstens nach dem oberen Italien — nach Beendigung der
Machener Entrevue nicht aufgegeben habe. Wer hier in der Irrung
steht, ob Graf Capodistria oder der Prinz von Hessen, scheint mir
höchst wahrscheinlich nur zu entschieden. Ich habe jedoch auf jeden Fall
sogleich an Ersteren geschrieben und die Anstalten in Carlsbad ver-
anlaßt, daß dessen Antwort an mich sogleich zu Eurer Majestät
Kenntniß, und dies zwar direct aus diesem Badeorte selbst, gelange.

Was der Kaiser Alexander im November in der Schweiz beab-
sichtigt und warum er diese Zeit zur Reise über den Simplon wählen
will, ist wohl durch keinen Vernunftschluß zu ergründen.

Eure Majestät würde der Entschluß des Kaisers jedoch wohl be-
wegen, Ihrerseits nach Mailand zu gehen, wozu aber noch keine Vor-
anstalten, bis zum Eintreffen der Nachricht des festen Reiseplanes des
Kaisers Alexander, zu veranlassen sein dürften.

Metternich m. p.

*) Kaiserin von Rußland.

Frankfurt, 31. August.

290. Eure Majestät haben mir durch den Oberstkämmerer befehlen lassen, Ihnen den Vorschlag der Kammerherren zu unterlegen, welche in Allerhöchsthohem Gefolge nach Aachen, außer den zwei zum permanenten Dienste bestimmten, zu gehen hätten.

Die Wahl dieser Individuen müßte meines Erachtens auf verlässliche und präsentable junge Leute fallen, welche zu jeder Versendung dienen könnten.

Ich schlage demnach vor:

1. den Grafen Ladislaus Wrbna,
2. den Grafen Bellegarde,
3. den Grafen Felix Woyna.

Graf Wrbna wünschte sehr, daß sein Neffe, der Major Pozzo, ebenfalls zu dieser Ehre beigezogen würde; ich finde gegen seine Person nichts, jedoch in dem gegebenen Falle vieles gegen seinen Namen einzuwenden. In jedem anderen würde er allerdings, da er Kammerherr ist, welches er nicht sein sollte, da die Pozzo nicht einmal corvische Edelleute sind, zur Begleitung wie jeder andere Kammerherr geeignet sein; aber eben bei der Zusammenkunft in Aachen würde Mancher eine Art Rücksicht für den Onkel Pozzo ahnen, welche derselbe in keiner Art verdient.

Sollten Eure Majestät vier statt drei Kammerherren wollen, so könnte Graf Schönfeld oder irgend ein anderer hübscher Mann gewählt werden. Es ist mir leid, daß Eurer Majestät nicht eben ein Italiener zu Gebote zu stehen scheint.

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft und da Graf Felix Woyna sich bei seinem Regiment in Ungarn befindet, so habe ich die Grafen Wrbna, Bellegarde und Schönfeld bestimmt, um sich nach Aachen zu verfügen.

Baden, 9. September 1818.

Franz m. p.

Frankfurt, 4. September.

291. Eure Majestät! Mein hiesiger Aufenthalt, welcher durch ein leichtes Flußfieber, das ich den äußerst rauhen Tagen zuschreibe,

welche ich kurz vor meiner Abreise aus Böhmen erlebte, nicht ganz meinen Absichten entspricht, hat jedoch bisher die gedeichlichsten Folgen gehabt. Es hat sich seit meinem Erscheinen in Frankfurt eine wahre moralische Revolution ergeben; die unter sich streitenden Parteien haben sich, als sie dasselbe bestimmt vorzahen, zu nähern getrachtet, und das, was nicht früher geschehen war, ist seit meiner directen Einschreitung vollbracht.

Ich kann nun verbürgen, daß der Vortrag des Bundestags-Ausschusses über die gesammte Militär-Organisation des Bundes im Laufe dieses Monates bei der Versammlung erstattet werden wird. Dieser Vortrag ist das Werk selbst, denn er ist das Resultat der einstimmigen Berathung der ersten und einflußreichsten Höfe unter der Mitwirkung der Militär-Abgeordneten der Gesammtheit der deutschen Regierungen. Sobald der Vortrag erstattet ist, wird sich die Bundes-Versammlung auf zwei Monate vertagen und Vacanzen nehmen. Diese Periode fällt eben in jene der Nachener Conferenzen. Auf diese Weise ist jedem politischen Ungemach vorgebeugt, und besonders wird durch die Beendigung des Geschäftes jeder russischen, nur zu bereiten Jüngerenz vorgebeugt werden.

Auf Eurer Majestät Reise werden Allerhöchstdieselben einige deutsche Fürsten sehen. Ich werde noch am rechten Tage Eurer Majestät einen kurzen Aufsatz über die Aeußerungen schicken, welche es sehr erwünscht sein wird, von Allerhöchstderjebnen ausgehen zu sehen. Jedes Wort, von Eurer Majestät gesprochen, macht heute den größten Eindruck. Man muß mitten in Deutschland sein, um sich zu überzeugen, auf welcher moralischen Höhe der Allerhöchste Hof steht. In dieser Beziehung ist so viel Terrain gewonnen, daß selbes nur durch eigene Fehler geschmälert werden könnte.

Ich werde mich am 7. d. Mts. nach Johannisberg und am 13. zu dem Staatskanzler Hardenberg begeben, mit welchem ich den 14. und 15. in Coblenz zubringe. Am 16. kehre ich nach dem Rheingau zurück, woselbst mich bereits Graf Münster und mehrere andere Diplomaten erwarten werden. Am 22. mache ich Eurer Majestät meine Aufwartung zu Mainz.

Metternich m. p.

Dient zur angenehmen Wissenschaft, und erwarte ich von Ihnen den zugesicherten Aufsatz über die Art, wie Sie wünschen, daß ich mich in Deutschland äußere.

Baden, 9. September 1818.

Franz m. p.

Frankfurt, 9. September.

292. Eure Majestät! Vermöge Nachrichten, welche gestern bei der Frau Erbprinzeßin von Hessen-Homburg eingetroffen sind, war der Krankheitszustand ihrer Frau Mutter, der Königin von England, bereits von den Aerzten aufgegeben. Dieselben glaubten nicht, daß sie länger als acht Tage leben dürfte.

Der Tod der Königin fordert die Vereinigung des Parlamentes binnen sechs Wochen Frist, um die neue Maßregel der Aufsicht über den König, welche ihr vermöge Parlamentsactes zustand, zu bestimmen. Lord Castlereagh, welcher den Fall bereits vorgeesehen hatte, hat sich dessen bewußt bereits die gehörigen Maßregeln getroffen, um seinen Aufenthalt in Aachen nicht unterbrechen zu dürfen.

Metternich m. p.

Dient zur Nachricht.

Perjenbeug, 17. September 1818.

Franz m. p.

Schloß Johannisberg, 18. September.

293. Eure Majestät! Es ist ein Fehler in der gedruckten Reiseliste eingetreten, welchen ich von hier aus zu verbessern keinen Anstand nehme. Man hat Eurer Majestät Pferde über Darmstadt bestellt; in der Liste ist Station Langfeld angeführt, welche längst nicht mehr besteht; die Station ist heute nach Dieburg verlegt; der Weg von Darmstadt nach Mainz über Großherau ist gänzlich eingegangen und im vollen Sinne des Wortes unfahrbar, weil in einer ganz verschiedenen Richtung die Straßen und die Brücken gebaut sind. In Kothheim müßten Eure Majestät auf diesem verlassenen Straßenzuge über den Main, und die ganze Suite auf Fahren zu übersetzen, wäre das Geschäft von mehr als einem halben Tage. Es waltet demnach hier sicher eine Irrung ob, welche wahrscheinlich darauf beruht, daß der Verfertiger der Liste ein veraltetes Posthandbuch zu Hilfe nahm.

Uebrigens ist der Kurfürst von Hessen bereits in Hanau oder vielmehr in dem ganz dabei gelegenen Wilhelmsbad in Folge der Hoffnung, welche ihm gegeben wurde, daß Allerhöchstdieselben einen Augenblick bei ihm absteigen würden. In Frankfurt erwartet die gesammte Bürgerchaft Eure Majestät mit einem unbefchreiblichen Jubel. Nach der gedruckten Liste würden Eure Majestät Hanau und Frankfurt umgehen und in den Darmstädter Hof fallen, welcher vermöge seines elenden Ganges in den deutschen Angelegenheiten diese Auszeichnung keineswegs verdient.

Ich habe dem Herrn v. Handel aufgetragen, den Straßenzug, wie er übrigens heute de facto besteht, de facto zu verfolgen und auf selbem die Pferde zu bestellen.

Da Eure Majestät den ersten Tag von Mainz aus zu kurz finden, so werde ich Anstalt treffen, daß Eure Majestät in St. Goar übernachten können. Auf dem Rhein ist dieses eine gute Tagreise, insofern Eure Majestät nämlich nicht in der Dunkelheit fahren wollen, was übrigens auf dem Flusse manche Beschwerlichkeit darbietet.

Die Leib-Equipagen Eurer Majestät werden zu Lande am Gestade des Rheins gehen, woselbst die neue Kunststraße ohnedies läuft. Sollte schlechtes Wetter einfallen, so können Allerhöchstdieselben auf diese Weise die Wahl der Rhein- oder der Landfahrt behalten.

Wie Eure Majestät aus der Anlage zu ersehen geruhen werden, kommt der Kaiser Alexander erst am 28. nach Aachen. Der König von Preußen wünscht, daß Eure Majestät ebenfalls erst an diesem Tage dajelbst eintreffen möchten, um ihm persönlich den Vorprung zum Empfang zu lassen. Eure Majestät haben die Möglichkeit, einen Tag in Coblenz zu verweilen, woselbst die neuen Befestigungswerke der Besichtigung Eurer Majestät höchst würdig sind. Ich würde um so mehr wünschen, daß Allerhöchstdieselben diese Werke mit dem Feldzeugmeister Duka besichtigten, als sie nach einem ganz neuen Princip angelegt sind, welches nebst der behaupteten Sicherheit eine auf mehr als zwei Drittel sicher zu berechnende Kosten-Ersparniß darbietet.

Die Arbeiten sind sehr weit vorgerückt und durch sächsische Ingenieurs geleitet, welche sich durch wahres Talent auszeichnen. Es ist beinahe ungläublich, wenn man das bereits Gesehene sieht, daß bis

heute nur 800.000 Thaler ausgegeben worden sind. Mit Ende des künftigen Jahres wird Coblenz einen Waffenplatz für sechzigtausend Mann darbieten.

Ich schicke Eurer Majestät den Herrn v. Handel nach Eßelbach entgegen mit dem Auftrage, Allerhöchstdieselben Befehl über die Folge der Reise von dort bis Aachen, nach dem nun eingetretenen Umstande der Verzögerung eines Tages, einzuholen, um alsbald alle Anstalten treffen zu können.

Metternich m. p.

Behebt sich durch das inzwischen in dieser Sache Geschehene und folgen die beigelegenen Berichte hiemit wieder zurück.

Aachen, 29. September 1818.

Franz m. p.

Johannisberg, 19. September.

294. Eure Majestät werden bei Ihrer Durchfahrt durch Hanau den Kurfürsten sehen. In der Anlage geruhen Allerhöchstdieselben einen Bericht des Generals Macquant zu finden, welcher auf den sehr lebhaften Wunsch des Kurfürsten Beziehung hat, die königliche Würde zu erlangen.

Meine Meinung ist der Sache vollkommen entgegen. Im Verhältnisse des Bundes soll heute, selbst nichts dem Namen nach, geändert werden; die Würde der Krone fordert es allerdings von ihrer Seite, daß es keine Könige gebe, welche nicht mehr als ein Kreisamt an Gebiet besitzen.

Dieses scheint der Kurfürst gefühlt zu haben und schlägt demnach, als das leichteste Auskunftsmitel, eine collective Königswürde vor, welche dieselbe aller Würde berauben müßte.

Ich trage unmaßgeblich darauf an, daß Eure Majestät dem Kurfürsten, sollte derselbe die Sache berühren, äußerten, daß Allerhöchstdieselben über diese Sache nicht allein entscheiden könnten.

Sollte der Kurfürst Eure Majestät um Rath fragen, ob er einen Schritt gegen die anderen Monarchen machen solle (er hat ihn bereits gegen Preußen gemacht), so dürften Eure Majestät ihm diesen Schritt abrathen und versprechen, die Sachen auf confidentiellen Wegen in Aachen zur Sprache zu bringen.

Bezüglich des Deutschen Bundes dürften Eure Majestät dem Kurfürsten äußern:

„daß Allerhöchstdieselben mit Leidwesen den Gang bemerkt hätten, welchen der Kurfürst in der letzten Zeit, in Abweichung seiner früheren gegen Eurer Majestät Kabinet gesprochenen Worte, eingehalten habe;

„daß Eure Majestät nun eine Proposition einer Eintheilung der combinirten Contingente in drei Corps machen ließen, welche jedoch keineswegs gestatten werde, daß Hessen mit Württemberg stehe. Jeder im Bunde müsse auf seiner geographischen Linie stehen bleiben. Die Durchkreuzung der Etappenstraße müsse vermieden werden. Die Corps müßten endlich so gleich in Stärke als möglich unter sich sein. Aus zu starken Corps würden Armeen im Bunde entstehen; aus zu schwachen Divisionen, welche der Sucht der Einverleibung einen offenen Spielraum lassen würden.

„Wie die drei Corps zusammenzustellen seien, würde unverzüglich von Eurer Majestät Minister proponirt werden; daß aber Hessen nie mit Württemberg zusammenstehen könne, läge in der geographischen Lage der beiden Staaten. Es könne dem Kurfürsten nicht gleichgiltig sein, sein Land preiszugeben und sich von selbst auf eine unnatürliche Linie zu entfernen; eine Linie, welche zwischen Hessen und den Corps, zu welchen dessen Armee stoßen würde, die ganze bayrische Armee aufstellen würde; eine Linie, welche neuerdings durch Sachsen durchkreuzt werden müßte.“

Sollten Eure Majestät mehr Details über diese Frage zu wünschen haben, so ist Herr v. Handel, den ich nach Eßelbach schicke, um Eurer Majestät Befehle einzuholen, ganz im Stande, Allerhöchstderselben jede Auskunft zu geben.

Uebrigens habe ich hier mit den um mich versammelten Gesandten alle Rücksprache getroffen, um die militärische Sache noch in Frankfurt, vor Aachen, zum ersten Schlusse — dem Vortrag nämlich des Bundestags=Ausschusses an die Versammlung — zu bringen. Ich darf mir schmeicheln, daß in dieser Hinsicht die letzten drei Wochen, welche ich in den hiesigen Gegenden zubrachte, mehr bewirkten als jedes sonstige Zuthun, und sicher das glückliche Resultat herbeiführten, jede Complication von Aachen zu entfernen.

Am 22. werde ich Eure Majestät in Mainz zu erwarten die Ehre haben.

N. S. Sollten Eure Majestät dem Kurfürsten ein Regiment geben, so könnte dies nur als Folge seines guten Betragens in Bundestags-Angelegenheiten geschehen. Für eine ähnliche Gnade gegen den Kurprinzen kann ich nicht stimmen. Weder sein persönliches Verhältniß noch die Würde des Dienstes scheinen ihn hierzu zu eignen.

Metternich m. p.

Wegen des Wunsches der Königswürde hat der Kurfürst mit mir dermaßen gesprochen, daß daraus zu entnehmen war, daß er ihn erreichen möchte; wegen der deutschen Contingentsachen habe ich aus seinen Aeußerungen entnommen, daß er von seinem Gedanken, seine Truppen zu den württembergischen bei einem Corps zuzuthellen, abgestanden sei. Von Regiments-Verleihungen war keine Rede; übrigens folgen die beigelegenen Berichte wieder zurück, und nehme ich den übrigen Inhalt dieses Ihres Vortrages zur Nachricht.

Nachen, 27. September 1818.

Franz m. p.

Nachen, 7. October.

295. Eurer Majestät habe ich die Ehre in der Anlage einen vorläufigen Ueberblick über die Militärverhandlung zu Frankfurt gehorjamt zu unterlegen.

Ein flüchtiger Ueberblick wird Allerhöchstdieselben überzeugen, daß das Werk alle Haupt- und Detailfragen einer tüchtigen Militär-Organisation umfaßt; daß es im Detail ebenso kräftig ausgearbeitet ist, werden Allerhöchstdieselben sich aus dem Vortrage an die Bundes-Versammlung zu überzeugen geruhen, welchen ich in zwei bis drei Tagen erwarte.

In dem gegenwärtigen Zeitpunkte ist dieses Geschäft sicher eines der einflußreichsten, und wenn ich die große Arbeit, welche dasselbe mir seit mehr als einem Jahre beinahe ununterbrochen kostete, nicht bedauere, so kann dieses nur durch das Gefühl geschehen, Eurer Majestät einen wahren Dienst und dem gesammten gesellschaftlichen Verbande in Europa eine wesentliche Stütze geleistet und geschaffen zu haben. Das Schwerste war, so viele Gefinnungen, welche die oft kleinlichsten und elendesten Rücksichten getrennt hielten, gerade am rechten Tage

zur Einigung gebracht zu haben. Nichts konnte zweckmäßiger sein als zugleich Deutschland waffenfähig im Augenblicke der Evacuation Frankreichs hinzustellen und jede mögliche Einmischung aus Aachen in das reine Föderativgeschäft unmöglich zu machen.

In dieser Hinsicht sehe ich meinen letzten Aufenthalt zu Frankfurt als einen jener Augenblicke an, welche, vom Glücke geleitet, jedem Calcul entgegen.

Der Bund wird sich vom 12. d. Mts. bis zum Januar ajourniren.

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft, und werden Sie mir das Ausführliche der Militär-Organisation des Deutschen Bundes sobald möglich vorlegen, da die Beilage nur eine Uebersicht der Gegenstände dieser Organisation darstellt *).

Aachen, 8. October 1818.

Franz m. p.

Aachen, 26. October.

296. Eure Majestät! Der Maler Lawrence hat nun seine benötigten Hilfsmittel erhalten und wird sich bei Eurer Majestät melden, um die Sitzung anzufangen. Er hat seine Einrichtungen auf dem Rathhause getroffen **).

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft.

Aachen, 26. October 1818.

Franz m. p.

*) Das bezüglichliche detaillirte Operat in Betreff der Grundzüge der Kriegs-Versaffung des deutschen Bundes (bekannt durch das veröffentlichte Protokoll der einundfünfzigsten Sitzung des Bundestags-Ausschusses vom 12. October) überreichte der Staatskanzler mit Vortrag ddo. Aachen, 17. October 1818, worauf der Kaiser unterm 28. October resolvirte: „Ich habe mit besonderem Wohlgefallen ersehen, wie zweckmäßig Sie die Mittel ergriffen und benützt haben, um die Militär-Angelegenheiten, insoweit sie bis nun zur Sprache gekommen sind, im Ganzen und Großen zu leiten, und selbe zum allgemeinen Besten des Bundes dem erwünschten Ende zugeführt haben.“

***) Das von Lawrence in Aachen gemalte Porträt des Kaisers Franz befindet sich im großen (Waterloo-) Saale zu Windsor. D. H.

Aachen, 28. October.

297. Eure Majestät! Ich säume nicht, Allerhöchstderselben einen soeben eingelangten Bericht aus Rio Janeiro gehorjamst zu unterlegen, weil derselbe die, wie man zu hoffen berechtigt ist, frohe Aussicht auf die Schwangerschaft der Frau Erzherzogin Leopoldine enthält.

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft und folgt der beigelegene Bericht hiemit wieder zurück.

Aachen, 29. October 1818.

Franz m. p.

Aachen, 17. November.

298. Eure Majestät! In unserer heutigen Conferenz hat der Herzog von Richelieu einen Vortrag über die Angelegenheiten Spaniens in Beziehung auf seine Colonien gemacht, welcher eine so wichtige Discussion nach sich ziehen wird, daß ich mich dem einhelligen Wunsche meiner Collegen fügen mußte, Theil an der Debatte zu nehmen. Ich mußte in jedem Falle künftigen Sonnabend, dem Tage, an welchem der Herzog von Wellington der Conferenz bewohnen wird, wieder hier zurück sein.

Ich habe mich demnach entschlossen, statt morgen 18. d. Mts. am Sonnabend 21. d. Mts. nach der Conferenz nach Brüssel abzugehen. Die meisten Gesandten verlassen sodann ebenfalls Aachen am 22.

In meiner gesammten Reise macht dieser Aufschub keinen Unterschied; ich habe jedoch geglaubt, selben zu Eurer Majestät Allerhöchster Kenntniß bringen zu müssen.

Der König von Preußen ist heute noch so leidend, daß er wahrscheinlich gar nicht nach Brüssel gehen wird.

Metternich m. p.

Dient zur Wissenschaft.

Aachen, 17. November 1818.

Franz m. p.



Zum Wachener Congreß.

Eigenhändige (Bleistift-) Aufzeichnungen Metternich's auf zerstreuten Blättern.

299. Act der Garantie.

300. Coalition und Quadrupel-Allianz.

301. Kurzer Ueberblick der Sachlage seit 1. November 1818.

302. Richtige Grundlagen.

Acte de garantie.

A.

299. L'Empereur Alexandre propose un acte réciproque de garantie, portant sur l'état de possession actuel de chacune des parties contractantes.

Il paraît que l'Empereur Alexandre vise même à établir le casus fœderis sur la base de tous, contre celui qui étendrait d'une manière quelconque son état de possession actuel. — Il borne l'acte et la garantie explicitement aux possessions en Europe.

B.

Il n'existe non-seulement aucune difficulté pour les Cours d'Autriche et de Prusse de prendre part à un pareil acte, mais elles y trouveront une sécurité particulière. Il n'en est pas ainsi du Gouvernement britannique, vu l'impossibilité dans laquelle il se trouve placé de prendre une part directe et obligatoire pour lui, à un acte de garantie aussi étendu.

C.

Les Cours continentales doivent-elles rejeter la proposition de l'Empereur Alexandre, parce que l'Angleterre ne peut se placer parmi les parties contractantes ?

Doivent-elles conclure le traité avec l'exclusion de l'Angleterre ?

Telles sont les questions les plus importantes du moment.

N'existerait-il pas une forme qui offrirait tous les avantages résultant :

1° Du sentiment de sécurité qui serait la suite d'une pareille transaction ;

2° De l'impossibilité morale dans laquelle se placerait l'Empereur Alexandre de viser à l'extension de ses frontières ;

3° De la force que le Gouvernement civil prussien acquerrait sur le parti militaire, qui ne vise qu'à troubler l'état de possession de ses voisins ;

4° De l'effet que produirait un pareil acte sur l'esprit des peuples et des partis, sur celui de ces derniers surtout, qui n'entrevoient plus guère de chances de salut pour le succès de leurs criminelles espérances, que dans le mouvement politique.

Vu le principe d'union et de solidarité morale qui doit exister entre toutes les Puissances, et spécialement entre celles du Continent et l'Angleterre, quelle pourrait être la forme qui, sans faire porter la question matérielle de la garantie réciproque sur l'Angleterre, assurerait et rendrait évident le concours moral de cette Puissance à une pareille transaction ?

La coalition et la quadruple alliance.

300. La coalition a été l'alliance générale. La quadruple alliance ne l'est pas et ne l'a jamais été.

Elle s'est formée comme un élément particulier dans la coalition.

Elle a une durée de vingt ans, car son but moral est applicable à tous les temps et à toutes les circonstances, tandis que la coalition n'a eu et n'a pu avoir qu'un but, et a dû, par conséquent, avoir un terme déterminé.

La coalition date de l'alliance des deux Puissances qui les premières se sont unies contre la France ; elle s'est renforcée à Kalisch, — à Teplitz, — à Francfort, — à Bâle. Elle a été complétée en 1814 lors du passage du Rhin ; elle a pris fin à la signature de la paix de Paris.

Lors de l'ouverture du Congrès de Vienne, il n'existait plus de traces de la coalition. La France s'est trouvée placée au Congrès sur la même ligne que les autres Puissances.

La quadruple alliance cependant est restée forte et intacte dans ses dispositions morales et générales. C'est elle qui, le

15 Mars, a servi de noyau à la nouvelle coalition, qui a pris fin, ainsi que la première, par la signature du traité de Paris du 20 Novembre.

La quadruple alliance n'est donc pas et ne peut point être confondue avec l'alliance générale, qui n'a été que la coalition.

La coalition n'a été et n'a pu être qu'un élément de guerre.

La quadruple alliance n'est et n'a jamais été qu'un principe de paix.

Or, il est aussi peu possible de fondre la quadruple alliance dans une alliance générale, qu'il le serait de vouloir fondre ensemble les éléments de la guerre et de la paix.

Et c'est principalement à ce principe de paix, qui forme la base première et essentielle de la quadruple alliance, que la France doit de ne pas avoir été morcelée en 1815, et c'est même par elle que les haines, que la réception de Bonaparte en France a dû nécessairement provoquer parmi les Cours et les peuples de l'Europe, ont pu être mitigées et réglées.

Aperçu sommaire de la situation au 1^{er} Novembre 1818.

I. Principes.

1.

301. Il existe une alliance, la quadruple.

Le casus fœderis de cette alliance est spécialement applicable à la forme.

La sûreté des quatre Cours contractantes exige qu'il soit explicitement maintenu.

L'intérêt bien entendu de la France l'exige de son côté.

La prudence fait, en conséquence, une loi aux cinq Cours :

1° Du maintien de la quadruple alliance;

2° D'éviter qu'il ne naisse de son maintien une apparence de menace pour la France, tranquille, gouvernée par son Roi légitime et sous des formes constitutionnelles.

Le moyen d'atteindre ce double but doit être recherché dans le choix des formes et des expressions dans les transactions politiques à arrêter pendant la réunion d'Aix-la-Chapelle.

2.

La France toutefois ne se trouve pas encore placée dans une situation analogue à celle des autres Puissances.

Elle sort du mouvement révolutionnaire; elle est livrée au jeu de plusieurs partis; son territoire va être libéré; la quadruple alliance existe, et ce fait même rend possible une action coercitive contre la France, si celle-ci devait être de nouveau jetée dans des crises révolutionnaires. La France ne doit, ni dans son propre intérêt, ni dans celui des quatre Cours et de l'Europe, rester abandonnée ainsi à elle-même. Il s'agit donc de la lier à ces Cours par une combinaison politique.

Ce but ne saurait être atteint au moyen d'un traité d'alliance.

1° Parce qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un système de paix de créer de nouvelles alliances;

2° Parce qu'un traité d'alliance exige un casus fœderis.

La possibilité d'en établir un entre les cinq Cours, en ce qui les concerne, n'existe pas, et l'entreprise de vouloir en établir sur le maintien du repos dans des États non admis à l'alliance serait absurde.

Le moyen d'atteindre le but que se proposent les quatre Cours, et que doit se proposer le Roi de France, peut se trouver:

1° Dans les termes de l'article VI du traité d'alliance du 20 Novembre 1815;

2° Dans la forme d'un concert diplomatique (autre qu'un traité) entre les cinq Cours, ayant pour but unique et explicite le maintien de la paix générale.

3.

Le concert diplomatique ne portant toutefois que sur les cinq Cours, il s'agira d'écarter ce qu'il pourrait avoir d'inquietant pour les autres Cours de l'Europe. Ce moyen se trouvera:

1° Dans une rédaction claire et précise, propre à établir le concert entre les cinq Cours sur le principe de la conservation de la paix et des meilleurs rapports entre elles;

2° Dans un engagement explicite entre les cinq Cours, de ne point viser à étendre l'action de leur concert sur des intérêts particuliers à d'autres Cours;

3° Dans l'énoncé de ces faits aux Cours qui ont accédé aux transactions des dernières années, et dans l'assurance positive de la détermination des cinq Cours :

- a) Qu'elles ne veulent point s'arroger le droit de discuter ni de décider entre elles une question placée hors de leurs intérêts directs;
- b) Qu'elles sont décidées, et qu'elles s'engagent à ne jamais aborder une question liée à l'intérêt d'un tiers, sans l'intervention directe de ce tiers.

II. Formes.

1.

La sanction de la quadruple alliance doit avoir lieu entre les quatre Cours.

Communication confidentielle de l'acte qui renfermera cette sanction doit être faite au Roi de France.

2.

L'établissement du concert diplomatique entre les cinq Cours.

3.

La communication à l'Europe du fait de ce concert.

Ad 1° La sanction de la quadruple alliance devra être consignée dans un protocole secret;

Ad 2° Le concert à établir entre les cinq Cours exige :
Une invitation à la France;

Un protocole, qui réglera le concert entre les cinq Cours;

Ad 3° Une communication aux autres Cours pourra avoir lieu, soit sous la forme d'une déclaration des cinq Cours, soit

sous celle d'une dépêche uniforme et circulaire des cinq Cabinets à leurs Ministres accrédités auprès des Cours de l'Europe.

Principes justes.

302. Le traité de Chaumont forme la base de la quadruple alliance.

Ce traité renferme des stipulations permanentes, et d'autres qui sont transitoires.

Les traités entre les quatre alliés, subséquents à celui de Chaumont, offrent la même différence dans leurs clauses.

Il s'agit aujourd'hui de maintenir: 1° les clauses permanentes de la quadruple alliance; 2° le casus fœderis contre la France; 3° de fixer les réunions sur le principe:

- a) De réunions périodiques, sauf à convenir six mois d'avance qu'il n'y a pas lieu de se réunir;
- b) De réunions extraordinaires provoquées par des intérêts spéciaux.

Die Ergebnisse des Aachener Congresses.

303. Eine Denkschrift von Friedrich Genz, Aachen, November 1818*).

303. Ce n'est ni par le nombre ni par l'importance directe de ses décisions que le Congrès d'Aix-la-Chapelle brillera dans les transactions politiques de notre temps. Il n'avait au fond

*) Diese Denkschrift hat Genz mit nachfolgenden Zeilen dem Fürsten Metternich vorgelegt: „Ich habe meinem neuen Correspondenten (Fürst Soubo) eine Skizze der vornehmsten Verhandlungen von Aachen, als eine Art von Einleitung zu meinen künftigen Mittheilungen entworfen. Den Schluß derselben machen die beiliegenden Observations générales. Es ist leicht möglich, daß Euer Durchlaucht sie etwas zu hoch für seinen Standpunkt finden; ich fühle es selbst einigermassen; es ist aber schwer, sich bei einem so großen Gegenstand freiwillig herabzustimmen. In jedem Falle glaube ich, Euer Durchlaucht werden diese Bemerkungen Ihres Beifalles nicht ganz unwürdig finden, und wenn diese Hoffnung mich nicht täuscht, so bin ich hinreichend dafür belohnt.“ In Profesch' „Dépêches inédites“ 1876, Vol. I, pag. 396, ist der diesen Schlußbemerkungen vorausgehende Inhalt der Denkschrift veröffentlicht.

qu'une question à décider*), il s'en est honorablement acquitté. La modération, la bienveillance, la délicatesse avec lesquelles on a traité dans ces conférences tout ce qui se rapportait à l'évacuation du territoire français et à une quantité de dispositions accessoires, pourront servir de modèle à des négociations futures, et si la France elle-même n'a pas assez rendu justice à ces procédés, ils n'en resteront pas moins consignés dans l'histoire.

Des considérations du plus grand poids défendaient aux Souverains et aux Ministres réunis d'aborder, sans nécessité urgente, d'autres sujets de discussion, de les aborder surtout dans des formes régulières et officielles. Mais tous ceux qui ont dû faire l'objet de leurs délibérations confidentielles ont été traités dans un esprit de paix, de justice et de sagesse, et pas une résolution n'a été prise, pas un protocole n'a été signé, qui n'ait tendu à consolider l'ordre public, ou à chercher des remèdes à des complications qui pouvaient le compromettre.

Cependant, pour juger le Congrès d'Aix-la-Chapelle, ce n'est pas à ses résultats positifs et matériels qu'il faut s'arrêter; il faut l'envisager dans l'ensemble de ses effets, dans l'ensemble des relations politiques et fédératives qu'il a établis ou essentiellement affermiées, et dans l'influence que l'esprit qui l'a dirigé peut exercer sur les destinées prochaines et futures de l'Europe. Sous ce point de vue élevé, le Congrès d'Aix-la-Chapelle a été un événement de haute importance, dont l'observateur superficiel ne saisira peut-être que quelques traits

*) Ein Artikel des Pariser Vertrages vom 20. November 1815 enthielt die Bestimmung, daß nach Ablauf von drei Jahren die alliirten Mächte im Einvernehmen mit dem König von Frankreich zu prüfen hätten, ob die Lage dieses Landes gestatte die fremden Truppen zurückzuziehen, oder ob die Occupation bis zum Ablauf des fünften Jahres zu dauern hätte. Zur Entscheidung dieser Frage trat der Nachener Congress zusammen. Versammelt waren daselbst, außer den drei alliirten Monarchen, die österreichischen Diplomaten: Metternich, Vincent und Gentz; die russischen: Capodistria, Nesselrode, Lieven; die preussischen: Hardenberg, Humboldt, Bernstorff; die englischen: Wellington, Castlereagh, Canning; die französischen: Richelieu, Rayneval und Monnier. D. S.

détachés, et que l'homme d'État, pénétrant jusqu'au fond des choses, est seul en état d'apprécier.

Ne pouvant embrasser ici tout ce qui tient à un aussi vaste sujet, je me bornerai à quelques observations sur la tendance politique et morale des Conférences d'Aix-la-Chapelle, sous les trois rapports qui me semblent mériter une attention particulière.

I. Relativement au système politique général.

La totalité des Puissances européennes a été unie depuis 1813, non pas pour une alliance proprement dite, mais par un système de cohésion fondé sur des principes généralement reconnus, et sur des traités dans lesquels tout État, grand ou petit, a trouvé la place qui lui convenait. On pourrait dénier à cet état de choses ce qui, d'après les anciennes idées politiques, caractérise un système fédératif ou d'équilibre; mais il n'en est pas moins certain que, dans les circonstances où se trouve l'Europe, et dont elle ne sortira pas de sitôt, le système actuel était le plus conforme à ses besoins, et que la dissolution de ce système serait une calamité épouvantable; car aucun des États qui y sont compris ne pouvant rester isolé, il s'ensuivrait pour tous de nouvelles combinaisons politiques, de nouvelles mesures de sûreté, par conséquent de nouvelles alliances, des déplacements, des rapprochements, des intrigues, des complications incalculables qui, à travers mille chances différentes et toutes également funestes, nous conduiraient à une nouvelle guerre générale, c'est-à-dire — car les deux termes sont à peu près synonymes, — au bouleversement définitif de l'ordre social en Europe.

Une partie de ces terribles dangers occupait, il faut en convenir, pendant l'année 1817 et jusqu'à l'été de 1818, non-seulement les vaines conjectures du public, mais les méditations des hommes d'État, en leur inspirant de vives inquiétudes et de sinistres pressentiments. On redoutait surtout à cette époque un changement de politique en Russie; différents symptômes, peut-être mal jugés dans le temps, avaient alors pu faire naître

le soupçon que l'Empereur Alexandre visait à un système d'alliance étroite avec les maisons de Bourbon en France, en Espagne et en Italie. Une combinaison pareille aurait mis tous les États intermédiaires dans la position la plus critique. Elle aurait infailliblement provoqué une contre-combinaison entre l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre. Les Puissances du second et du troisième ordre se seraient partagées entre ces deux étendards; l'Allemagne, point central de l'Europe, aujourd'hui unie, eût couru le risque d'être déchirée de nouveau dans plus d'un sens. Les jalousies, les craintes, les disputes, les provocations inséparables d'un tel état de choses, auraient bientôt placé ces deux corps politiques opposés dans une attitude complètement hostile, et la première contestation sérieuse aurait fait éclater l'explosion.

Il est vrai que ces soupçons et ces inquiétudes avaient déjà en grande partie disparu quelques mois avant la réunion d'Aix-la-Chapelle, et cependant cette réunion a produit deux avantages inappréciables. Premièrement, celui d'avoir entièrement éclairci le terrain, levé tous les doutes, et pleinement rétabli la confiance de chacun des Cabinets dans la marche et les principes de l'autre, et dans la stabilité de l'union générale. Secondement, d'avoir par des entretiens confidentiels, par des discussions approfondies, par des traits de lumière que tous les bons esprits ont saisis, pénétré les Souverains et leurs Ministres de la nécessité de maintenir intact un système qui, quels que soient les mérites et les défauts qu'on lui trouve en théorie, est aujourd'hui le seul praticable, le seul qui convienne à l'intérêt bien entendu de toutes les Puissances, et l'ancre de salut pour l'Europe.

II. Relativement à la position des Puissances envers la France.

La confirmation de la quadruple alliance, pour le cas où de nouvelles catastrophes, éclatant dans l'intérieur de la France, menaceraient le repos de ses voisins, est un des bienfaits les plus solides que l'on doive au Congrès d'Aix-la-Chapelle. Il

n'était pas sans difficulté de tracer la ligne de démarcation entre une attitude impérieuse qui, au lieu de conjurer les orages, les eût peut-être soulevés et accélérés, et une mesure de précaution simplement éventuelle et pourtant suffisamment imposante pour frapper les esprits; mais les juges compétents reconnaîtront qu'elle l'a été avec beaucoup de prudence et de discrétion. Il est permis de considérer le danger contre lequel on s'est précautionné par cette mesure, comme plus ou moins probable, comme plus ou moins imminent; mais il est impossible de ne pas en admettre la réalité, de ne pas convenir même que, dans l'état actuel des choses, la France est, à tout prendre, le pays le moins disposé à respecter la tranquillité générale, le mieux placé et le mieux organisé pour la troubler, et celui qui, après quelques années, pourra l'entreprendre avec le plus de succès. Tant que la quadruple alliance subsistera, renforcée comme elle l'est aujourd'hui de toute la masse des moyens militaires de l'Allemagne, le chef de parti le plus audacieux, ou même un Roi de France entraîné par la fougue populaire, ne s'avisera pas légèrement de donner le signal de nouveaux combats. Ainsi, au moins un de ces nuages qui assiègent notre horizon ténébreux sera tenu en échec par une réunion de forces respectables; et ne nous eût-on donné que cette garantie particulière, encadrée, pour ainsi dire, dans l'association générale qui fait la base de l'état de paix, le Congrès aurait bien mérité de l'humanité.

III. Relativement à l'état moral et politique de l'Europe.

L'intérieur de tous les pays européens, sans en excepter aucun, est travaillé par une fièvre ardente, compagne ou avant-coureur des convulsions les plus violentes que le monde civilisé ait éprouvées depuis la chute de l'empire romain. C'est la lutte, c'est la guerre à mort entre les anciens et les nouveaux principes, entre l'ancien et un nouvel ordre social. Par une fatalité pour ainsi dire inévitable, la réaction de 1813, qui a suspendu, mais non terminé le mouvement révolutionnaire en

France, l'a réveillé dans les autres États. Tous les éléments sont en fermentation, tous les pouvoirs sont menacés de perdre leur équilibre; les institutions les plus solides sont ébranlées dans leurs fondements, comme les édifices d'une ville attaquée par les premières secousses d'un tremblement de terre qui dans peu d'instant va tout détruire. Si dans cette crise effrayante les principaux Souverains de l'Europe étaient désunis de principes et d'intentions; si l'un approuvait ce que les autres condamnent; si un seul parmi eux pouvait chercher dans les embarras de ses voisins le moyen d'avancer ses propres intérêts, ou s'il regardait le spectacle qui l'entoure avec une indifférence aveugle ou criminelle; si tous enfin n'avaient pas les yeux ouverts sur les révolutions qui se préparent et sur les ressources qui leur restent pour en empêcher ou pour en retarder l'explosion, nous serions tous emportés dans un très-petit nombre d'années. Mais telles ne sont heureusement pas les dispositions des Princes, protecteurs et conservateurs de l'ordre public; leur union intime, „calme et constante dans son action", est le contre-poids du mouvement désordonné que tant d'esprits turbulents, sortis de leur sphère, voudraient imprimer aux affaires humaines; le noyau des forces organisées que présente cette union est la digue que la Providence paraît avoir élevée elle-même pour conserver l'ancien ordre de la société, ou pour en ralentir et en adoucir au moins les changements devenus indispensables. Or, cette union vraiment sacrée, dont la Sainte-Alliance n'est qu'un symbole incorrect et defectueux, ne s'est jamais manifestée d'une manière plus rassurante qu'à l'époque des Conférences d'Aix-la-Chapelle. Non pas que l'on y ait entamé aucune de ces questions dangereuses, objets ou prétextes de l'agitation générale; on n'y a discuté ni la forme des Gouvernements, ni le système représentatif, ni le maintien ou la modification des privilèges de la noblesse, ni la liberté de la presse, ni rien de ce qui touche aux intérêts de la religion. On a soigneusement évité de donner prise à la malveillance et à l'indiscrétion, en consignand dans

les actes formels des aveux ou des déclarations dont chacun portait le principe dans son âme, mais dont l'énoncé aurait pu provoquer des commentaires fâcheux et des critiques hostiles. On a fait mieux que cela. Les Souverains et les Ministres ont compris ce que leur dictait le salut commun. Ils ont vivement senti le besoin d'une confiance réciproque et d'un concert plus étroit que ceux que des traités peuvent établir; ils ont sacrifié des intérêts secondaires, qui auraient pu les diviser dans des circonstances moins graves, à l'intérêt transcendant de défendre, par des efforts concentrés, le dépôt que la Providence leur a confié en commun, et ont fait taire toute autre considération devant le devoir supérieur de préserver l'autorité du naufrage, en sauvant les peuples de leurs propres égarements. Sans entrer dans des engagements superflus, ils se sont étroitement entendus sur la marche à suivre au milieu de la tempête; et le seul titre qu'ils aient solennellement produit pour justifier et légitimer cette marche, est celui qu'ils ont revendiqué en déclarant que la justice, la modération et la concorde présideraient sans cesse à leurs conseils.

C'est ainsi que le Congrès d'Aix-la-Chapelle a rempli sa haute mission. L'impression générale qu'il a faite en Europe en est le premier témoignage. Tout en gardant un silence entièrement convenable à sa position et à sa dignité, et qui n'a été interrompu que par un petit nombre de publications, il a encouragé les amis de l'ordre et de la paix dans tous les pays, et alarmé partout les novateurs et les factieux. Une assemblée diplomatique ne peut pas, comme telle, changer les destinées du monde; mais elle peut les enrayer, elle peut les modérer, elle peut prévenir une foule de maux qui les aggraveraient; et si les effets que l'on doit raisonnablement attendre de la dernière réunion des Souverains étaient paralysés par des événements au-dessus des calculs humains, elle conserverait encore la gloire d'avoir été l'appui et la consolation des gens de bien.

Organisations-Vorschläge Metternich's für Preußen.

304. Metternich an Fürst Wittgenstein, preuß. Staatsminister (confidentielles Schreiben), Aachen, 14. November 1818, mit zwei Beilagen.
305. Ueber die Lage der preussischen Staaten. Ein Aufsatz Metternich's (Beilage 1).
306. Ueber Erziehungsweisen, Turnanstalten und Pressfreiheit in Preußen und Deutschland. Ein Aufsatz Metternich's (Beilage 2).

304. Ich habe die Ehre, Euer Liebden in der Anlage die beiden Aufsätze zuzuschicken, im engen Vertrauen, welches ich längst gewohnt bin bei Ihnen und Ihrem Patriotismus zu finden.

Ich glaube nicht als ein unberufener Vertreter einer fremden Sache aufzutreten. Mein Glaubensbekenntniß als Vorsteher des österreichischen Cabinets habe ich in meinen Aufsätzen selbst niedergelegt. Unsere Absicht wie unsere Ansicht ist rein, wir trennen unser Schicksal nicht von dem Staate, welcher uns in jeder Hinsicht am nächsten steht. Der Augenblick ist dringend. Das, was heute noch möglich ist, dürfte es morgen nicht mehr sein, und die Hilfe ist nur solange möglich, als freie Kraft in den Händen des Königs liegt.

Ich bitte Euer Liebden, die beiden Arbeiten tief zu erwägen. Ich habe sie getrennt, weil sie in ihren Zwecken verschiedenen Behörden angehören.

Die erste (Nr. 305) — meine Ansicht über die nächste administrative Gestaltung Preußens — beruht auf einem einzigen Satze:

Die Central-Repräsentation durch Volksdeputirte ist die Auflösung des preussischen Staates.

Sie ist es, weil sich eine ähnliche Neuerung in keinem großen Staate ohne Revolution einführen läßt, oder zur Revolution führt, weil der preussische Staat vermöge seiner geographischen Lage und seiner Zusammensetzung keiner Central-Repräsentation im reinen Begriff fähig ist, weil derselbe vor Allem einer freien und gediegenen militärischen Kraft bedarf, und diese nie neben einem reinen Repräsentativ-System bestehen kann und wird.

Nach meiner innigsten Ueberzeugung sollte der König nie weiter gehen als bis zur Einführung von Provinzialständen in einer sehr genau zu erwägenden und zu bestimmenden Form. Wenn sich in meiner Ausarbeitung die Idee einer aus den ständischen Körpern gezogenen

Central-Deputation entwickelt findet*), so ist dieses geschehen, weil sich eine ähnliche Idee bereits in der königlichen Erklärung, welche zu der Kenntniß des Publicums gelangt ist, ausgesprochen findet, und weil diese Modalität noch die einzige und letztmögliche ist. Außer ihr ist Alles reine Revolution. Führt diese beschränktere Idee nicht auch zur Revolution? Diese Frage erwäge der König tief, bevor er sie entscheidet.

Die zweite Arbeit (Nr. 306) ist nicht minder wichtig in ihrem Zwecke und dringender selbst als die erstere in ihrer Anwendung. Sie bedarf keines Commentars, denn die That spricht täglich für meine Sätze.

Ich habe diese beiden Aufsätze unter dem Siegel des Geheimnisses dem Fürsten Staatskanzler (Hardenberg) mitgetheilt. Die gegenwärtigen Abschriften lege ich in Euer Liebden Hände, und ich überlasse es Ihrem Urtheile, ob Sie dieselben Seiner Majestät vertraulich unterlegen wollen. Der König hat einige Sätze in der ersten Audienz, welche Seine Majestät mir zu ertheilen geruhten, mit einer solchen freigesprochenen Ueberzeugung aufgenommen, daß Allerhöchstdieselben mir den Muth einflößten, selbe niederzuschreiben. Ich glaube übrigens durch das Unternehmen eine Pflicht gegen mein eigenes Vaterland zu erfüllen, indem ich unserem unverbrüchlichsten Bundesgenossen unser Urtheil über die Lage und die Gefahren seines eigenen Staates wahr und unbefangen mittheile.

Empfangen Euer Liebden diesen Beweis meines Vertrauens als jenen meiner Ihnen recht aufrichtig gewidmeten Hochachtung.

Ueber die Lage der preussischen Staaten.

(Beilage zu Nr. 304.)

305. Es wäre überflüssig, in eine Erwägung des Werthes einzugehen, welchen die Existenz Preußens für das gesammte europäische

*) Diese Unterscheidung, in der Bildung einer Central-Repräsentation aus Deputirten der Provinzialstände im Gegensatz zu Deputirten des Volkes, scheint dem Fürsten Metternich auch bei seinen bezüglichen Vorschlägen für Oesterreich vorgeschwebt zu haben, was zur richtigen Würdigung des in der Anmerkung (Seite 74) mitgetheilten Aufsatzes in's Auge zu fassen ist. Nicht minder scharf tritt derselbe Gegensatz in einer späteren Unterredung Metternich's mit dem König von Preußen hervor (Nr. 351).

Staatenssystem darbietet. Derselbe geht aus der Natur der Dinge hervor; er beruht in dem heutigen Stande von Europa, und dessen allgemeine Anerkennung ist durch die Verhandlungen der letzten Zeit erwiesen.

Einen ganz eigenen, von dem Allgemeinen keineswegs getrennten, aber in seiner speciellen Anwendung sehr verstärkten Werth hat die Existenz Preußens für Oesterreich.

In einer, in Beziehung auf ihre beiderseitigen Nachbarstaaten, gleichen Lage; die ersten Mitglieder eines Bundes, welcher das Recht hat, vorzüglich auf ihren Schutz zu rechnen, und die Pflicht, wechselseitigen Schutz zu leisten: können die beiden Reiche sich ohne wechselseitige Irrung und Gefahr nie als einander fremde Theile ansehen. Sie werden zusammen gedeihen oder gleich große Gefahren zu bestehen haben; die Ruhe, die Kraft, wie die Lähmung des einen Theiles wird stets direct auf den anderen vortheilhaft oder nachtheilig rückwirken.

Die freie Kraft der Staaten beruht auf zwei Grundbedingungen: theils auf der ihrer politischen, theils auf jener ihrer administrativen Gestaltung.

Die erstere liegt heute mehr als sonst außer der freien Berechnung, wie außer dem vereinzelt Willen der Regierungen. Die Grenzen der Staaten sind durch die diplomatischen Verhandlungen der letzten Jahre fest und unverbrüchlich bestimmt. Das, was besser sein könnte als es ist, liegt demnach außer dem Gebiete der Untersuchung. Die politische Ruhe steht auf dem Grunde der Verbrüderung unter den Monarchen, sie beruht in dem Grundsätze der Erhaltung des Bestehenden — diesen Grundsätzen entgegenhandeln, wäre das Gebäude in seiner Grundlage erschüttern; die Folgen des Unternehmens müßten sicher mehr Gefahren als irgend einen möglichen Nutzen für einzelne Staaten darbieten.

Die administrative Gestaltung liegt aber in den Händen der Regierung dort, wo die Gewalt noch nicht vergeben ist. Das Treiben der Parteien zielt größtentheils dahin, die Regierungen über diese Wahrheit irre zu führen. Der Gang der Revolutionärs ist auf den väterlichen Sinn der regierenden Fürsten berechnet; die Weisheit gebietet jedoch vor Allem dem Monarchen, Recht zu handhaben, Seine Völker nicht theoretischen Sätzen preiszugeben, Alles zu prüfen und das Beste zu wählen.

Dort, wo die Grenze noch nicht überschritten ist, das heißt dort, wo der Monarch noch ungebunden handeln kann, ist die Anwendung dieses letzten Satzes noch möglich; er gilt also für Preußen. Der Weg, welchen der König einschlagen wird, entscheidet über mehr als das Schicksal seines eigenen Reiches. Welchen unberechenbaren Einfluß die nächste innere Gestaltung des preußischen Staates auf Deutschland und Oesterreich haben muß, ergibt sich von selbst; dies fühlen die ungerufenen Vertreter der sogenannten Stimme des Volkes. Die Partei ist sich bisher in ihrem Gange treu und consequent geblieben; sie hat vorerst in Preußen den Stützpunkt für ihre Hebel gesucht und vielleicht nur zu sehr gefunden. Der König steht am Tage der Entscheidung. Sein Ausspruch kann ebenso den Triumph der Revolution über ganz Europa sichern, als er die Ruhe Preußens und die allgemeine zu retten und zu erhalten vermag.

Was soll der König thun?

Diese Frage läßt sich vielleicht in einigen Hauptfragen lösen.

Die Grundbedingung jeder Form, ihr Nutzen wie ihre Schädlichkeit, wird durch die richtige Erkenntniß des Körpers bestimmt, auf welchen sie angewendet werden soll.

Der preußische Staat, obgleich unter Einem Scepter vereint, besteht aus mehreren unter sich durch geographische Lage, Klima, Volksstämme und Sprache getrennten Theilen. Er hat in dieser Beziehung eine wesentliche Aehnlichkeit mit dem österreichischen, obgleich das Vortheilhaftere in der Lage ganz gut zu Gunsten des letzteren spricht. Die einzelnen Bestandtheile der österreichischen Monarchie sind gediegener, ihre geographische Lage ist besser, das Ganze bildet einen abgerundeten Körper. Unter den beiden Reichen wäre das österreichische, wenn nicht die Verschiedenheit unter den Völkern in Rücksicht von Sprache und Sitten zu bedeutend wäre, selbst noch mehr als das preußische zu einem reinen repräsentativen Systeme geeignet. Wie könnte das, wozu es in Oesterreich dennoch an der Möglichkeit der Ausführung fehlt, in Preußen gedeihen?

Unter den bestehenden Verhältnissen der beiden Monarchien würde das sicherste Resultat des Unternehmens: sie durch ein reines Repräsentativ-System centralisiren zu wollen, ihr Zer-

fallen in einzelne Theile sein; in Theile, welche nicht erst zu schaffen sind, sondern bereits als Theile da liegen und mehr wesentliche Verschiedenheiten unter sich darbieten, als selbst Holland und die Niederlande.

Welches Gedeihen die Central-Repräsentation in diesem Königreiche hat, bedarf keiner Erwägung; ihre Einführung hat einen großen, für ganz Europa, kategorischen Beweis der Wichtigkeit eines ähnlichen Unternehmens bei wesentlich verschiedenen Theilen eines Ganzen geliefert, und sie dürfte vielleicht in dieser einzigen Beziehung einiges Gute gestiftet haben.

In einer anderen Rücksicht bietet das Königreich der Niederlande eine zweite, nicht zu verachtende, Erfahrung dar. Dieses Königreich bedarf vor Allem zu seiner Erhaltung einer gediegenen militärischen Kraft und eben diese Grundbedingung seiner, wie der Existenz Preußens, ist durch seine Verfassung gelähmt, wie sie es durch die Einführung einer Central-Repräsentation in Preußen werden würde. Dies hat die Civilpartei in Preußen gefühlt, auch hat sie längst ihre Stimme gegen die Armee erhoben, und ein sinnloses System lediglicher Volksbewaffnung an der Stelle des stehenden Heeres zur Sprache gebracht. An dem Tage, an welchem der König von Preußen, statt an der Spitze eines Heeres, als der Anführer von sieben oder acht getrennten Volkshäufen erschiene, würde der preußische Staat sich seiner politischen wie seiner inneren Auflösung genähert haben.

Es bestehen indessen Versprechen von Seite der Regierung; sie müssen gelöst werden. Der Drang der Völker — besonders der Deutschen, als Erinnerung der Vorzeit und in Folge des schrecklichen Mißbrauches, dessen sich viele deutsche Fürsten seit dem verhängnißvollen Jahre 1806 in ihrem Souverainetätsdünnkel schuldig gemacht haben — geht nach Garantien gegen die volle Willkür. Dieser Drang sprach sich ursprünglich für die Wiedereinführung ständischer Verfassungen aus, bis er durch die Stimmen der Revolutionärs überhäubt, heute als der Wunsch nach einem Central-Repräsentativ-System erscheint. Welche Täuschung hiebei stattfinden mag, ist in Folge der dunklen Begriffe, welche sich die Mehrzahl von dem eigentlichen Wesen der Volksvertretung macht, leicht zu ermessen, und sollte sich der

Wunsch der Völker wirklich geändert haben, so tritt die Pflicht der Monarchen nur noch bestimmter ein: Alles zu prüfen und nur das wahrhaft Gute zu beschließen.

Der König hat ein reines Repräsentativ-System versprochen. Er gebe seinem Volke demnach die Garantien, welche allein auf sein Reich passen.

Die preußische Monarchie zerfällt ganz natürlich in mehrere Theile:

1. die Marken Brandenburg,
2. das Königreich Preußen,
3. das Großherzogthum Posen,
4. das Herzogthum Schlesien,
5. das Herzogthum Sachsen,
6. das Herzogthum Westphalen,
7. das Großherzogthum Nieder-Rhein.

Zu welchen Theilen Pommern, die Niederländischen Fürstenthümer und Berg zu schlagen sind, steht allerdings zu erwägen. Sie scheinen in jedem Falle kaum geeignet, eigene Körper zu bilden, und vielmehr das erstere zu den Marken, das zweite zu dem Herzogthum Sachsen und das dritte zu der Westphälischen Provinz gezogen werden zu können.

Jede dieser Provinzen ist befugt, einer ständischen Vertretung theilhaft zu werden. Diese ständischen Körper sind aber keineswegs geeignet, ohne Rücksicht auf ihre Localverhältnisse, — welche sich z. B. in dem Großherzogthum Nieder-Rhein sehr verschieden von anderen, als Schlesien, den Marken u. s. w. hinstellen — in ganz gleiche Formen gegossen zu werden. Durch eine gehörige aufgeklärte Berücksichtigung der Localverhältnisse wird der sicherste Grund zur Befriedigung der einzelnen Länder, wie zum Besten des Gesamtstaates, gelegt werden.

Vor Allem dürften solche ständische Körper gebildet werden.

Sollte sich irgend ein Nutzen für den Staat aus einer Central-Repräsentation in Beziehung auf die Budgetfrage oder die Gesetzgebung im höchsten Sinne ergeben, und sollte die problematische Lösung dieser Frage in der Folge nicht zu vermeiden sein, so dürfte sich ein Mittel in einem Ausschuss aus allenfalls drei

Mitgliedern finden, welche, von jedem ständischen Körper abgeschickt, sich zu diesem Behufe eigens versammeln. Dieser Centralkörper würde in jedem Falle leichter zum Guten zu leiten sein, als es eine, sich in all' ihren Bestandtheilen fremde Zusammenreihung einzelner unter sich feindlich gesinnter — noch lange nicht zu Einem Staatszwecke zu vereinigenden — Deputirten sein würde.

Um unsere Ansicht gedrängt hinzustellen, dürften die folgenden Hauptfätze genügen:

1. Der preussische Staat besteht ferner in der Form unter sich getrennter Provinzen.

Die Regierungsgewalt liegt in dem Könige. Er hat Minister als Vorsteher der Departements und einen Staatsrath.

Jede Provinz hat eine Obere und Untere verwaltende Behörde.

2. Jede Provinz erhält eine ihren Localverhältnissen angemessene ständische Vertretung.

Die Präsidenten der Stände werden durch den König ernannt.

Der Wirkungskreis der Stände ist in den ersten Grundzügen der folgende:

Sie haben das Recht, in ihren gesetzlich zusammenberufenen Versammlungen, Bitten und Vorstellungen über Gegenstände an die Regierung gelangen zu lassen, welche das Wohl der Provinz, der Stände, oder eines Einzelnen betreffen.

Ihnen liegt die Repartition der directen Steuern nach den Grundfätzen, welche gesetzlich bestimmt sind, wie die Pflicht ob, über die richtigste Vertheilung der die Provinzen treffenden öffentlichen Lasten zu wachen und jedem Mißbrauch oder Willkür in dieser Hinsicht vorzubeugen.

3. Der König führt diese ständische Vertretung ein und behält sich vor, einen künftigen Beschluß über die Mitwirkung der Provinzialstände, mittelst einer aus ihnen zusammensetzenden Central-Repräsentation, für die Bewilligung des Budget und die höhere Gesetzgebung zu fassen.

Gleichwie die Regierung bedacht sein mußte, vor der Einführung der ständischen Körper, die Provinzen in ihren Bestandtheilen zu bilden und in ihrer administrativen Beziehung zu ordnen, kann eine Central-

vertretung nur die Folge des eingeführten geregelten und erprobten Ständewesens sein.

4. Eine der Erwägung würdige Frage dürfte allerdings die sein, in welche Berührung ein Staatsrath in einer ausgedehnten Form, wie es heute der preußische ist, mit der Central-Repräsentation als ständischem Central-Ausschuß zu stellen sein könnte, und ob nicht einige Mitglieder des Staatsrathes, als solche, Mitglieder der Central-Repräsentation werden könnten?

Ueber Erziehungswesen, Turnwesen und Pressfreiheit.

(Beilage zu Nr. 304.)

306. Andere, in ihrer täglichen Anwendung vielleicht eben so wichtige Gegenstände der Entscheidung der preußischen Regierung, dürften die Umtriebe der verschiedenen ruhestörenden Parteien sowohl in Preußen als in Deutschland sein.

Die Mittel, dem gediehenen Uebel zu steuern, sind zweifach. Die ersten und vorzüglichsten wird der König in seinem eigenen Willen, die anderen in dem engsten Einverständniß mit Oesterreich finden. Die ersten beziehen sich auf den preußischen Staat selbst, die zweiten auf einen am Bundestage einzuhaltenden gemeinschaftlichen Gang. Diese letzteren dürften jedoch als Folge des Einverständnisses unter den ersten beiden deutschen Staaten, noch vor sie mit Nutzen zum Bundestage gebracht werden können, durch eine vertrauliche Rücksprache mit den ersten Höfen an Sicherheit gewinnen.

Die Gegenstände, welche wir hier vorzüglich bezeichnen zu müssen glauben, sind

- I. das Erziehungswesen,
- II. die Turnanstalten,
- III. die Pressfreiheit.

I. Erziehungswesen. Es kam wohl heute keinem unbefangenen Beobachter mehr zweifelhaft sein, daß die Neuerer in Deutschland — und ihrer sind am meisten in der gelehrten Klasse — die Hoffnung aufgegeben haben, ausgiebig auf die gegenwärtig wirkende Generation, in ihrem revolutionären Sinne, Einfluß zu üben, und besonders diese Generation zum Handeln zu bewegen. Einige Haupt-Charakterzüge

der Deutschen werden stets dem Gedeihen eines ähnlichen Unternehmens im Wege stehen. — Der Deutsche ist kaltblütig, überlegt und treu. Er speculirt mehr als er handelt, besonders wenn das Handeln vom Zerreißen seiner Familie und bürgerlichen Bande unzertrennlich ist; der Patriotismus der Deutschen hat nebstbei verschiedene Zwecke; es gibt im gemein samen Vaterlande seit dessen Entstehen getrennte Volksstimmen, der Provinzial-Patriotismus steht dem deutschen Bürger am nächsten; er ergreift ihn beim Austritt aus der Wiege und dreißig Generationen boten keinen Grund dar, ihn nicht als den nächsten und natürlichsten zu ehren, denn der Brandenburger wie der Oesterreicher, der Baiern wie der Hesse waren zugleich Deutsche. Die politische Gestaltung der Staaten wirkt oft noch Jahrhunderte länger, als das Bestehen der Institutionen selbst, auf das Gemüth der Völker; die Erinnerung an das Reich ist übrigens noch neu und besonders in den unteren Classen noch sehr lebendig. Wenn heute auch kein Reich mehr besteht, so besteht ein Deutschland und der Kern der alten Provinzen unter den alten Fürsten.

Im Gefühl der Wichtigkeit des Unternehmens hat der Plan der Neuerer — seitdem sie nämlich planmäßig handeln, — einen ganz verschiedenen Charakter angenommen, und dieser Charakter selbst ist dem Sinne und den persönlichen Verhältnissen der Anführer angemessen: das, was die gegenwärtige Generation nicht leisten konnte, soll der nächsten vorbehalten bleiben; damit die nächste jedoch nicht in die Fußstapfen der Vorgänger trete, muß der Jüngling sogleich beim Austritt aus dem Knabenalter ergriffen und unter eine revolutionär-moralische Zucht gestellt werden.

Da, wo die Revolution in ihrem crassesten Sinne die bereits Erzogenen nicht mehr verdrehen und zum Aufstande bringen kann, soll ein Volk für die Revolution erzogen werden.

Diesen Plan verfolgen einige der deutschen Universitäten, und wenn es uns an gehörigen Kenntnissen mangelt, um beurtheilen zu können, inwiefern manche Professoren auf preussischen Universitäten Eingeweihte und Theilnehmer an dem Plane sind, so glauben wir uns nicht zu irren, wenn wir die Sache für mehr als wahrscheinlich annehmen.

Was die deutsche Burschenschaft bedeutet, weiß die königlich preussische Regierung; daß dem Unwesen nicht bald genug gesteuert werden könne, steht außer jedem Zweifel. Daß der Zweck jedoch nur gemeinschaftlich mit den deutschen Regierungen erreicht werden könne, ist ebenso sicher.

II. Turnanstalten. Dieser Unfug steht in der nächsten Beziehung mit dem Universitätswesen; die Erfinder, die Erfindung und die Ausführung gehören Preußen an.

Die Turnanstalt ist die eigentliche Vorbereitungsschule zu dem Universitätsunfug. In ihr soll der Knabe zum Jünglinge, wie auf der hohen Schule, der Letztere zum Manne gebildet werden.

Wir sprechen unsere volle Ueberzeugung aus, daß es für den König eine Staatspflicht geworden ist, das Uebel aus dem Grunde zu heben. Kein Palliativmittel ist hiezu mehr ausreichend. Die ganze Anstalt, in ihrer ganzen Form, muß aufgehoben und, unter einer bestimmten gesetzlichen Rüge für Contravenienten, geschlossen werden.

Da die Anstalt in Berlin selbst erstand und heute besteht, und da die Unternanstalten wie Nebenlogen der Mutterlogen erscheinen, so muß, wenn das Mittel ausgiebig sein soll, das Uebel an der Wurzel ergriffen werden. Sollten Auswüchse desselben fortbestehen, so wird sich der Gegenstand ebenfalls zur Rücksprache mit jenen deutschen Regierungen eignen, welche nicht hellsehend genug sein dürften und das Uebel ferner pflegen wollten.

III. Preßfreiheit. Dieser unter allen der schwerste Punkt, kann nur im engen Einverständnisse zwischen Oesterreich und Preußen und sohin mit den übrigen deutschen Regierungen in's Reine gebracht werden, wenn er überhaupt ganz in's Reine zu bringen ist.

Die Basis jeder Maßregel muß von den Grundsätzen ausgehen:

1. der wenigst beschränkten Ansicht bezüglich gediegener und wahrer Werke;
2. des bestimmtesten Unterschiedes zwischen solchen Werken, Flug- und Zeitblättern;
3. der Achtung der Independenz der einzelnen den Bund bildenden Theile und der Nothwendigkeit, daß kein Staat ohne ein wirkliches Geßetz — es sei präventiv oder repressiv — im Bunde bestehe.

Diese kurze Beleuchtung der drei Fragen führt zu dem Schlusse, daß

1. Preußen ohne Zeitverlust Maßregeln in Rücksicht des Turnwesens nehme;
2. Mittel zur schnelligsten Rücksprache zwischen Preußen und Oesterreich eröffnet werden;
3. daß endlich Alles, was zu dieser Verhandlung gehört, im strengsten Geheimniß vorbereitet und eingeleitet werde.

Ueber die Judenfrage in Oesterreich.

307. Ein Gutachten Metternich's vom Jahre 1818*).

307. L'édit de l'Empereur Joseph est en pleine vigueur dans tous les États allemands de l'Autriche. La constitution de la Hongrie s'oppose à une partie de son exécution, mais ce fait est indépendant de la volonté du Roi.

Des écoles de filles juives existent partout. Là où les communautés sont trop peu nombreuses, les enfants des deux sexes fréquentent les écoles chrétiennes; il est libre à chaque juif de faire élever ses enfants dans les établissements d'éducation chrétiens.

Les juifs peuvent, avec des permis particuliers, et dans les pays où les constitutions ne s'y opposent pas directement, acquérir des propriétés foncières.

Ils sont placés sous la conscription militaire, ainsi que les chrétiens. Tous les grades au service leur sont ouverts; il existe aujourd'hui des officiers d'état-major juifs.

*) Anlaß zu diesem Gutachten scheint ein „Mémoire sur l'état des Israélites, par un Ministre du saint Évangile“ gegeben zu haben, welches den am Wächener Congresse versammelten Monarchen dedicirt und ihnen daselbst überreicht worden ist. Außerdem haben die Repräsentanten der Wiener Israeliten ein Majestätsgesuch um Untersuchung des Zustandes der Gesetzgebung in Rücksicht auf die bürgerlichen Verhältnisse der israelitischen Glaubensgenossen an die Stufen des Thrones gelangen lassen. D. S.

Les distinctions de tous les genres, excepté celles qui comportent une formule de serment chrétien, tel que l'exigent les ordres de chevalerie, leur sont accordées. Les hommes les plus marquants par leurs vertus civiques et leur état honorable ont acquis jusqu'à des titres de noblesse, qui les placent sur le même rang que les nobles chrétiens.

Ils peuvent se vouer à tel état qui leur convient; s'il n'en existe guère dans les rangs des employés civils, c'est qu'ils ne se vouent pas à cette carrière, ou bien que tous ceux qui y aspirent entrent dans le sein de l'Église.

On a néanmoins été forcé dans plusieurs lieux de prendre des mesures de précaution pour la mise à exécution de l'édit de l'Empereur Joseph, même bien des années après qu'il avait été mis en œuvre, vu l'abus que les juifs ont fait des concessions qui leur avaient été accordées. Voués de père en fils au petit commerce, se soutenant l'un l'autre avec d'immenses capitaux, ils préfèrent gagner par les voies d'un commerce licite ou illicite ce qui leur coûterait des soins et de la peine à acquérir par d'autres voies.

Les lois de l'Empereur Joseph ont cependant produit un bien réel; l'exemple le plus satisfaisant que l'on puisse citer à l'appui de cette vérité, se trouve dans la différence réelle qui existe entre les juifs de la Galicie et ceux de l'ancienne Pologne.

L'une des grandes difficultés qu'offre toute mesure relative au changement de la position des juifs, provient de leur nombre. Toute réforme précipitée portera toujours sur une masse immense d'hommes adultes et que rien ne peut déterminer soit à renoncer à leurs habitudes, soit à en adopter franchement de nouvelles.
